

منظمة
الغذية والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations



Organisation des
Nations Unies pour
l'alimentation et
l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная
организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Agricultura y la
Alimentación

Evaluation de base du projet GCP/RAF/516/EC dans les régions de Mopti, Gao et Ménaka.

RAPPORT FINAL

Préparé par :

AMRAD « Association Malienne de Recherche Action pour le Développement »

Adresse : Hamdallaye ACI 2000 ; Rue 220 Porte 339 Bamako, République du Mali.

Tel : +223 66 84 40 84/+223 77 62 02 09 ; **BP :** 1647

Email : amrad@afribone.net.ml

Juillet 2019

Table des matières

1. RÉSUMÉ	5
2. INTRODUCTION.....	7
3. MÉTHODOLOGIE DE L'ETUDE DE REFERENCE	10
4. RÉSULTATS DE BASE.....	12
1. Données démographiques :	12
i. La taille du ménage	12
ii. Nombre d'enfants dans le ménage (rapport de dépendance).....	13
iii. Niveau d'éducation moyen en années	13
iv. Sexe du chef de ménage	14
2. Moyens de subsistance :	14
i. Source (s) principale (s) de revenu	14
ii. Stratégies de moyens d'existence (diversification) : comprend la diversification des moyens d'existence / revenus et la diversification des cultures.....	15
3. Biens et accès aux services de base :	16
i. Capital humain : connaissances, compétences, formation et éducation disponibles pour le ménage	16
ii. Capital social : réseaux et actifs sociaux mis à la disposition du ménage en période de difficulté, tels que la capacité de s'appuyer sur des réseaux familiaux et communautaires	17
iii. Capital naturel : accès à la terre, etc.	17
iv. Capital physique : actifs d'élevage, accès à des outils de production, etc.	18
v. Capital financier : accès au crédit, transferts monétaires, etc.	21
vi. Accès aux services de base	22
4. Chocs et stratégies d'adaptation	24
i. Les chocs pertinents rapportés par le ménage, ainsi que les stratégies d'adaptation permettant de faire face aux chocs rapportés et de les surmonter	24
ii. Données pertinentes sur les conflits du module des conflits.....	26
5. Sécurité alimentaire / Nutrition	30
i. FCS.....	30
ii. Analyse de la sécurité alimentaire.....	31
6. Résilience à l'insécurité alimentaire	33
i. RCI	33
ii. Résilience subjective :	41
7. Différences entre les groupes de bénéficiaires et de contrôle.....	43
5. CONCLUSION	47
REFERENCES	53
ANNEXES.....	54

Remerciements

Glossaire / Acronymes et abréviations

ABS : Accès aux Services Sociaux de Base

AC : Capacité d'Adaptation CSI : Coping Strategies Index

CH : Cadre Harmonisé

ENSAN : Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle

FAO : Food and Agricultural Organisation

FSIN : Food Security Information Network

HFIAS : Household Food Insecurity Access Scale

INSAT : Institut National de la Statistique

IPC : Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire

RCI : Resilience Capacity Index

RIMA : Resilience Index Measurement and Analysis

SCA : Score de consommation alimentaire

UN : United Nations

Liste des graphiques

GRAPHIQUE 1 : PROPORTION DE MENAGES TEMOINS OU IMPLIQUES DANS DES INCIDENTS SECURITAIRES.....	27
GRAPHIQUE 2 : PROPORTION (%) DES MÉNAGES (B ET NB) IMPLIQUÉS DANS DES INCIDENTS SÉCURITAIRES SELON LA CAUSE.....	27
GRAPHIQUE 3 : NIVEAU MOYEN DE RÉSILIENCE (RCI) DES MÉNAGES SELON LE STATUT DE PARTICIPATION AU PROJET.....	34
GRAPHIQUE 4 : NIVEAU MOYEN DE RÉSILIENCE (ICR) DES MÉNAGES SELON LE SEXE DU CM	34
GRAPHIQUE 5 : NIVEAU DE RÉSILIENCE (ICR) DES MÉNAGES SELON LEUR PRINCIPALES ACTIVITÉS	35
GRAPHIQUE 7 : CORRÉLATIONS NORMALISÉES ENTRE LES PILIERS ET L'ICR DANS LES RÉGIONS DE GAO, MOPTI ET MÉNACA	36
GRAPHIQUE 8 : CORRÉLATION NORMALISÉE ENTRE L'INDICE SSN ET LES INDICATEURS DU FILET DE PROTECTION SOCIALE	38
GRAPHIQUE 9 : CORRÉLATION NORMALISÉE DE L'INDICE AST AVEC LES INDICATEURS DE POSSESSION D'ACTIFS	38
GRAPHIQUE 10 : CORRÉLATION NORMALISÉE DE L'INDICE AC AVEC LES INDICATEURS DE LA CAPACITÉ D'ADAPTATION	39
GRAPHIQUE 11 : CORRÉLATION NORMALISÉE ENTRE L'INDICE ABS ET LES INDICATEURS D'ACCÈS AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE.....	40
GRAPHIQUE 13 : RÉSILIENCE SUBJECTIVE DES MÉNAGES QUANT À UN CHOC GÉNÉRIQUE QUI POURRAIT LES AFFECTER	42

Liste des tableaux

Tableau 1 : Taille du ménage	12
Tableau 2 : Taux de dépendance dans les ménages	13
Tableau 3 : Sexe du chef de ménage	14
Tableau 4 : Principales sources et revenu moyen des ménages selon le statut d'appartenance au projet	15
Tableau 5 : % de ménages en fonction des types de cultures cultivées	16
Tableau 6 : Superficie totale de terres (possédées, louées ou utilisées) que le ménage possède / utilise en hectares ..	17
Tableau 7 : Unité de bétail tropical (UBT) possédée par les ménages par région et commune	18
Tableau 8 : Accès des ménages aux intrants agricoles et d'élevage	19
Tableau 9 : Accès au crédit et transferts monétaires par région	21
Tableau 10 : Temps moyen (minutes) pour accéder aux services de base	22
Tableau 11 : Sources d'informations à propos des facteurs clefs d'élevage	23
Tableau 12 : Sources d'informations sur la météo.....	23
Tableau 13 : Types d'information reçue par les ménages et par région	24
Tableau 14 : Principal choc des ménages par région	25
Tableau 15 : Ménages témoins ou impliqués dans les conflits à Mopti	28
Tableau 16 : Ménages témoins ou impliqués dans les conflits à Gao	29
Tableau 17 : Ménages témoins ou impliqués dans les conflits à Ménaka	30
Tableau 18 : Score de consommation alimentaire des ménages	30
Tableau 19 : Diversité alimentaire des ménages selon le statut d'appartenance au projet	31
Tableau 20 : Prévalence de l'insécurité alimentaire par commune et selon le statut d'appartenance au projet	32
Tableau 21 : Récapitulatifs du niveau des indicateurs selon le statut d'appartenance au projet	45

1. RÉSUMÉ

Dans l'ensemble, la vente des produits agricoles ainsi que celle des produits d'élevage constituaient les principales sources de revenu des ménages au cours de 12 derniers, avec une proportion de 25,9% des ménages chacune. En plus les ménages tirent également leur revenu du petit commerce, de la vente de paille et du travail journalier non agricole.

Selon le statut d'appartenance au projet, il n'existe pas de différence significative (au seuil de 5%) entre le revenu moyen issu de la principale source de revenu des bénéficiaires et celui des non bénéficiaires.

Sur le plan de la formation, seulement 15,1% des ménages de Mopti, 4% de ceux de Gao et 0,8% de ceux de Ménaka ont affirmé qu'un de leur membre a reçu une formation pour soutenir les activités agropastorales. En outre, 10,9% des ménages de Mopti, 3,6% de ceux de Gao et 3,2% de ceux de Ménaka ont reçu des ressources pour soutenir ces dites activités.

Le temps moyen pour atteindre la plus proche source d'eau potable est de 10 minutes à Mopti, 43 minutes à Gao et 65 minutes à Ménaka. Le marché local des bétails le plus proche à Mopti se trouvent à 128 minutes contre 63 minutes à Gao et 69 minutes à Ménaka. Pour se rendre au marché local de produits alimentaires, le temps moyen est de 125 minutes à Mopti, 69 minutes à Gao et 59 minutes à Ménaka.

En moyenne, les bénéficiaires mettent 38 minutes pour se rendre à la source d'eau potable la plus proche, 46 minutes pour se rendre à l'école, 128 minutes pour le centre de santé le plus proche, 106 minutes pour se rendre au marché de bétail ou de produits alimentaires.

En ce qui concerne l'accès aux informations à-propos des facteurs clefs d'élevage, la radio constitue la principale source pour les ménages de Mopti (67,6%) tandis qu'à Gao, 76,3% des ménages sont informés à travers les structures communautaires contre 19,2% à Ménaka.

Quant aux informations agro-pastorales relayées, 91,1% des ménages de Mopti reçoivent systématiquement des informations sur la pluviométrie contre 60,6% à Gao et 68,6 à Ménaka. Les informations sur la disponibilité des pâtures sont reçues par 44,8% des ménages de Mopti, 87,2% de Gao et 74,3% de Ménaka. Concernant la disponibilité de l'eau, 47,4% des ménages de Mopti, 85,4% de ceux de Gao et 71,4% de ceux de Ménaka affirment recevoir des informations à ce sujet. Celles relatives à la sécurité sont reçues par 30,9% des ménages de Mopti, 48% de ceux de Gao et 65,7% de ceux de Ménaka.

Une analyse comparative des résultats obtenus montre que le taux de prévalence de « l'insécurité alimentaire sévère » est plus élevé (63,6%) dans les zones « non bénéficiaires » que dans les zones bénéficiaires (55,1%). Il est à noter tout de même que ce taux est au-dessus de la moyenne (plus de 50%) dans l'ensemble des zones couvertes par l'étude.

Selon 30,4% des ménages de Mopti, le choc le plus grave qu'ils ont subi au cours des 12 derniers mois est la sécheresse contre 22,7% à Gao, tandis qu'à Ménaka la majorité des ménages (21,2%) pensent que ce sont les conflits/violences. Pour faire face à ces chocs, la majorité des ménages

étaient obligé de dépenser leurs économies (53,5% chez les bénéficiaires contre 50,5% chez les non bénéficiaires. Statistiquement, Il existe une relation de dépendance entre le statut d'appartenance au projet et le type de chocs subi au cours des 12 derniers mois.

Au cours des 12 derniers mois, 62,5% des ménages de Mopti ont été impliqués dans le banditisme/activité criminelle ; 53,2% des ménages de Gao étaient impliqués dans le conflit de voisinage ou conflits local et 88,9% des ménages de Ménaka ont été impliqués dans les conflits armé. Les personnes en litiges dans ces conflits sont des djihadistes, des gens au sein de la communauté et des gens d'une autre communauté ou d'autre pays.

Globalement, 30,4% des ménages ont un score de consommation alimentaire pauvre, 32,4% ont un score limite et 37,3% un score acceptable. Selon leur statut, 28,7% ménages bénéficiaires contre 32,7% des non bénéficiaires ont un score pauvre ; respectivement 38,3% et 36,1% ont un score acceptable. **Dans l'ensemble**, Il existe une relation de dépendance entre le statut d'appartenance au projet et le score de consommation alimentaire des ménages.

Au cours des 7 jours précédant la collecte des données, 74,1% des bénéficiaires et 74,8% des non bénéficiaires ont été confrontés à une situation dans laquelle ils n'avaient pas assez de nourriture pour se nourrir. Au niveau régional, 57,5% des ménages de Mopti, **81,5%** de ceux de Gao et **98,4%** de ceux de Ménaka ont été confronté à une telle situation.

Messages clés :

- L'agriculture et/ou l'élevage constituent les principaux moyens d'existence des ménages dans les zones du projet, cependant elles sont tributaires des facteurs climatiques et sécuritaire qui entraîne une baisse des productions.
- Les sécheresses constituent, l'une des principales préoccupations des ménages qui vivent essentiellement de l'agriculture et de l'élevage. Moins d'un (01) ménage sur dix (10) estiment pouvoir se rétablir des conséquences d'une sécheresse en six (06) mois (9,0%) ou pouvoir y faire face si celles-ci devenaient plus fréquentes et intenses (9,2%).
- L'insécurité alimentaire grave touche 100% des ménages enquêtés dans les communes de Anderanboukane, Alata, Inchinane, N'Tillit et Tamalate.
- Parmi les ménages ciblés par le GCP/RAF/516/EC au Mali, les pasteurs et, dans une moindre mesure, les agropasteurs constituent les sous-groupes les moins résilients avec des ICR moyens de 33,0 et de 40,9.

2. INTRODUCTION

Le rapport mondial des crises alimentaire de 2019 indique qu'en 2018 plus de 113 millions de personnes dans 53 pays était en situation d'insécurité alimentaire aiguë et nécessitent une aide urgente en matière d'alimentation, de nutrition et de moyens d'existence (Phase 3 de l'IPC / CH ou plus) (FSIN, 2019).

Les conflits et l'insécurité, les chocs climatiques ainsi que les perturbations économiques ont été les causes principales de l'insécurité alimentaire et ont continué d'éroder les moyens d'existence et de détruire des vies (FSIN, 2019).

Les conflits et l'insécurité sont restés la cause principale de l'insécurité alimentaire en 2018. Environ 74 millions de personnes, ou les deux tiers de la population totale confrontée à la faim aiguë étaient situées dans 21 pays ou territoires affectés par les conflits et l'insécurité. Près de 33 millions de ces personnes se trouvaient dans 10 pays en Afrique, plus de 27 millions dans 7 pays en Asie occidentale/Moyen-Orient, 13 millions dans 3 pays d'Asie du Sud et du Sud-Est et 1.1 million en Europe de l'Est (FSIN, 2019).

Le climat et les catastrophes naturelles ont poussé 29 millions de personnes supplémentaires dans des situations d'insécurité alimentaire aiguë en 2018. Comme les années précédentes, la plupart de ces personnes se trouvaient en Afrique, où près de 23 millions de personnes dans 20 pays étaient en insécurité alimentaire aiguë en raison des chocs climatiques (FSIN, 2019).

Les chocs économiques ont été le principal facteur d'insécurité alimentaire aiguë pour 10,2 millions de personnes, principalement au Burundi, au Soudan et au Zimbabwe (FSIN, 2019).

Pays sahélien, le Mali est enclavé et structurellement vulnérable à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition. L'économie est fortement dépendante du secteur primaire : l'agriculture, l'élevage, la pêche et la sylviculture occupant 68.0% de la population active¹. Ce secteur est lui-même tributaire de facteurs exogènes, principalement d'ordre climatique, telles les sécheresses récurrentes.

Les conditions de vie dans le pays continuent de subir l'impact négatif de la situation sécuritaire instable et des effets des aléas climatiques principalement dans les régions nord et centre du pays. Les ménages maliens, ont connu une série de crises qui ont affecté négativement les moyens de subsistance (bétail, récoltes, sources de revenus, emploi, réduction des activités économiques, etc.), particulièrement dans le septentrion et le centre du pays.

En 2018, la prévalence de l'insécurité alimentaire au niveau national était de 19,1% dont 2,6% d'insécurité alimentaire sévère. Les régions les plus touchées étaient celles de Kidal, Gao, Tombouctou, Mopti et Kayes².

¹ 4e Recensement Général de la Population et de l'Habitat du Mali (RGPH 2009), Analyse des résultats définitifs. Thème : Activités économiques de la population, INSTAT, Décembre 2012.

² Enquête Nationale sur la sécurité alimentaire et Nutritionnelle au Mali (ENSAN-Septembre 2018).

Les ménages les plus touchés par ce phénomène sont : les ménages ruraux, les ménages pauvres ; les ménages dirigés par des femmes et des personnes à faible niveau d'éducation (aucun ou simplement alphabétisée) ; les ménages vivant des dons et assistance, du travail journalier agricole et non agricole, de l'artisanat, de l'emprunt, vente de produits de cueillette et chasse et de la mendicité.

Les études de référence du programme de partenariat du Réseau mondial contre les crises alimentaires sont conçues pour alimenter le programme global de suivi, d'évaluation, de responsabilisation et d'apprentissage de chaque projet. À cet égard, l'étude de référence a des objectifs à court, moyen et long terme.

À court terme, la situation de référence fournira des informations en retour sur la théorie du changement du projet, si elle soit bien conçue en termes de points d'entrée du projet ou si des ajustements / actions complémentaires doivent être envisagés. À partir de l'analyse, l'équipe de programmation peut déterminer si la stratégie du projet abordera les facteurs critiques pour la résilience à l'insécurité alimentaire. Elle sert également à soutenir la stratégie de ciblage du projet afin de garantir que les critères de sélection sont alignés sur les profils locaux et les réalités du contexte de mise en œuvre.

L'analyse de base fournit un aperçu de la situation actuelle en ce qui concerne la capacité de résilience et ses déterminants que sont l'accès aux services et infrastructures de base, la capacités d'adaptation, les activités génératrices de revenus, les filets de sécurité sociaux formels et informels, les réseaux sociaux et les actifs productifs et non productifs, et les chocs. Grâce à ces informations, l'équipe de programmation peut mieux comprendre le profil des populations avec lesquelles elles travaillent et leurs besoins en termes de résilience à l'insécurité alimentaire ; et fournir aux gestionnaires de projets / programmes les preuves nécessaires pour appuyer leurs décisions concernant l'intervention. En outre, un module sur les conflits a été inclus afin de comprendre l'exposition et les perceptions des conflits et de la violence de la population afin d'informer les approches de mise en œuvre sensibles aux conflits. Également,

À moyen terme, il définit les seuils et les références pour le suivi des activités, des produits et des résultats. Dans ce programme, les indicateurs de la sécurité alimentaire et des stratégies d'adaptation au niveau des résultats seront suivis pour comprendre les fluctuations et informer de toute adaptation requise.

En rassemblant une multitude de données sur les piliers de la résilience, les données et l'analyse peuvent dépasser la portée du programme actuel ; En tant que tel, la base de référence peut constituer une base de discussion avec les équipes de programmation et les partenaires humanitaires, de développement et de paix sur la manière de collaborer et de coordonner afin de répondre au mieux aux besoins de la population touchée. Par conséquent, la valeur de l'étude de référence actuelle ne s'arrête pas à l'analyse initiale, mais va au-delà, au fur et à mesure que

les résultats sont partagés, discutés et réexaminés en collaboration avec divers partenaires et parties prenantes, y compris les communautés décrites dans le rapport.

À long terme, la base de référence sert de point de référence pour l'évaluation d'impact à mi-parcours ou à la fin de l'intervention, en analysant à la fois les changements dans le temps et les différences entre les populations présentant, dans la mesure du possible.³, les mêmes profils et la même exposition au risque, les groupes cible et les groupes témoins.

Elle servira également de base pour répondre aux questions d'apprentissage établies pour le programme. Ces questions d'apprentissage explorent des questions opérationnelles, techniques et spécifiques au contexte afin de mieux comprendre ce qui fonctionne et pourquoi dans un contexte donné, afin d'accroître la résilience aux crises alimentaires.

Ce rapport présente dans premier temps le contexte de l'étude, puis la méthodologie adoptée ensuite les résultats obtenus et en fin la conclusion et les recommandations. Les tableaux d'analyses seront annexés dans un fichier Excel.

3

3. MÉTHODOLOGIE DE L'ETUDE DE REFERENCE

La situation de référence utilise le RIMA réduit (mesure et analyse de la résilience) mis au point par la FAO. Cette méthodologie explore systématiquement la relation entre un ensemble de variables, liées à la résilience des moyens d'existence, spécifiques au contexte pour construire l'indice de capacité de résilience (RCI) sur la base des quatre piliers (actifs, filets de sécurité sociale, capacité d'adaptation et accès aux Services de base) : le RCI mesure la capacité d'un ménage à supporter des stress et des chocs qui ont des effets durables négatifs.⁴

Le RCI fournit une base de référence utile pour a) informer / soutenir les décisions de ciblage, car il peut être utilisé comme outil de classement pour identifier les ménages les plus à risque; b) identifier les faiblesses spécifiques (ou mécanismes d'adaptation négatifs) qui augmentent la vulnérabilité.⁵ En outre, la méthodologie explique c) dans quelle mesure chaque pilier contribue à la capacité de résilience et comment chaque variable observée contribue à son pilier.⁶ C'est avec ces informations que la théorie du changement, le ciblage et la stratégie de mise en œuvre peuvent être examinés et que les principaux indicateurs du projet (score de consommation alimentaire, diversité alimentaire des ménages, stratégie d'adaptation, RCI) peuvent être calculés. Enfin, d) la méthodologie RIMA sera utilisée pour évaluer l'impact du projet sur la résilience des ménages.

Echantillon de l'étude

Dans l'ensemble 1636 ménages ont été enquêtés au cours de cette étude dont 589 à Mopti (354 bénéficiaires et 244 non bénéficiaires), 730 à Gao (500 bénéficiaires et 230 non bénéficiaires) et 308 à Ménaka (187 bénéficiaires et 121 non bénéficiaires).

REGION	COMMUNE	TRAITEMENT	COMPARAISON	TOTAL
MOPTI	BANKASS	62	45	107
	DOUMENTZA	47	45	92
	KORO	245	154	399
	TOTAL	354	244	598
GAO	GAO	45	21	66
	N'TILLIT	238	113	351
	TESSIT	100	57	157
	TIN HAMMA	117	39	156
	TOTAL	500	230	730
MENAKA	ALATA	0	20	20
	ANDERAMBOUKANE	17	5	22
	INCHINANE	46	42	88
	TAMALATE	54	42	96

⁴FAO.2016. RIMA II: Analyser la résilience pour un meilleur ciblage et une meilleure action. <http://www.fao.org/3/a-i5665e.pdf>

⁵ Ibid.

⁶ Ibid.

	TIDERMENE	70	12	82
	TOTAL	187	121	308

– **Principales limitations**

Une des limitations a été la coïncidence de la période de la collecte des données à la recrudescence des conflits communautaires dans le centre du pays ce qui n'a pas permis d'atteindre l'ensemble des cibles dans la zone de Mondoro.

–

4. RÉSULTATS DE BASE

Les résultats présentés ci-dessous sont essentiellement désagrégé par région et selon le statut d'appartenance aux projets. Ils font ressortir les caractéristiques socio démographiques des ménages, les moyens de subsistance, les biens possédés par les ménages et leurs accès aux services de base, les chocs auxquels ils font face ainsi que les stratégies d'adaptions, la prévalence et la résilience des ménages face à l'insécurité alimentaire.

A noter que ces sections présentent les points saillants pour chacun des indicateurs analysés ; les tableaux d'analyse, en annexes du présent rapport, permettent d'avoir plus de détail.

1. Données démographiques :

i. La taille du ménage

Globalement, la taille moyenne des ménages était de 10 personnes à Mopti, 7 à Gao et 6 à Ménaka.

Tableau 1 : Taille du ménage

		Nombre total de membres du ménage (adultes et enfants)		
		Moyenne	Minimum	Maximum
MOPTI	Bénéficiaire	12	2	91 ⁷
	Non bénéficiaire	8	2	24
GAO	Bénéficiaire	7	2	14
	Non bénéficiaire	8	2	15
MENAKA	Bénéficiaire	6	2	13
	Non bénéficiaire	6	2	12
Total	Bénéficiaire	9	2	91
	Non bénéficiaire	7	2	24

Source : AMRAD, 2019

Selon le statut de bénéficiaire on rencontre en moyenne 9 personnes dans les ménages contre 7 chez les non bénéficiaires. Toutefois des ménages de 91 personnes ont été rencontré à Mopti (ménage bénéficiaire).

Dans la région de Mopti, les ménages dirigés par les hommes ont une taille moyenne de 10 personnes contre 8 pour ceux dirigés par les femmes. A Gao et à Ménaka, quel que soit le sexe du chef de ménage la taille moyenne est respectivement de 7 et 6 personnes.

L'analyse du taux de dépendance (rapport entre le nombre de personne actifs et le nombre de personne inactifs (enfants, personnes âgées, handicapés) dans le ménage) indique une moyenne de 41,79% chez les bénéficiaires à Mopti, 47,97% à Gao et 35,01% à Ménaka. Chez les non

⁷ Il s'agit d'un ménage de la commune de Mondoro ce ménage bénéficiaire de 91 membres réside dans le (village 13). Avec 48 membres en âge de travailler, il vit essentiellement de l'agriculture et exploite une superficie de 22ha pour un revenu agricole de 310.000 FCFA. Il possède 26,5 UBT et ces activités commerciales procurent un revenu mensuel moyen de 350.000 FCFA. Cette valeur extrême n'a pas d'incidence particulière sur la moyenne calculée dans la mesure où la moyenne tronquée est sensiblement également à la moyenne général (11,94 vs 12).

bénéficiaires, la moyenne est de 53,67% à Mopti, 39,27% à Gao contre 50,82% à Ménaka. On remarque ainsi que le rapport de dépendance est beaucoup plus élevé dans les ménages non bénéficiaires. Toutefois, à Gao le taux de dépendance atteint les 100% dans certains ménages bénéficiaires.

Selon le sexe du chef de ménage, le taux dépendance est plus élevé dans les ménages dirigés par les femmes que ceux dirigés par les hommes (avec des taux respectifs de 49,75 et 48,11). Par contre à Gao, le taux moyen est de 49,77 dans les ménages dirigés par les hommes contre 48,46 chez les femmes. A Ménaka, les moyennes sont respectivement de 37,45 et 32,28. **Tableau 2 : Taux de dépendance dans les ménages**

		Taux de dépendance		
		Moyenne	Minimum	Maximum
MOPTI	Bénéficiaire	41,79	0,00	80,00
	Non bénéficiaire	53,67	0,00	80,00
GAO	Bénéficiaire	47,97	0,00	100,00
	Non bénéficiaire	51,83	0,00	80,00
MENAKA	Bénéficiaire	35,01	0,00	77,78
	Non bénéficiaire	39,27	0,00	71,43
Total	Bénéficiaire	43,35	0,00	100,00
	Non bénéficiaire	50,82	0,00	80,00

Source : AMRAD, 2019

ii. Nombre d'enfants dans le ménage (rapport de dépendance)

Dans les ménages de Mopti on rencontre en moyenne 4 enfants (filles et garçons âgés de 0 à 14 ans) contre 3 à Gao et 2 à Ménaka. Dans les ménages bénéficiaires, on retrouve en moyenne 3 enfants contre 4 chez les non bénéficiaires. Dans les 3 régions, le nombre moyen d'enfant est le même quel que soit le sexe du chef de ménages (avec des moyennes respectives de 4 à Mopti, 3 à Gao et 2 à Ménaka).

iii. Niveau d'éducation moyen en années

Sur le plan de l'éducation, 79,4% des chefs de ménages bénéficiaires ne savent ni lire ni écrire contre 82,9% chez les non bénéficiaires.

La majorité des chefs de ménages (68,3%) n'ont aucun niveau d'instruction (école classique et franco-arabe). Cependant, certains chefs de ménages de Mopti ont fréquenté l'école pendant 17 ans contre 13 ans à Ménaka et 9 ans à Gao. Quel que soit le statut de bénéficiaire, la durée moyenne de fréquentation scolaire des chefs de ménages est d'une année. Les ménages dirigés par les femmes à Mopti n'ont aucun niveau d'instruction contre une moyenne d'une année de fréquentations scolaire chez les chefs de ménages hommes. A Gao, la moyenne est d'une année de fréquentation scolaire quel que soit le sexe du chef de ménage. Par contre à Ménaka, la moyenne de fréquentation scolaire est nulle dans l'ensemble.

Cela implique donc, que le projet met l'accent sur les langues locales (Peulh, Sonrhaï, Dogon, Bambara) pour passer les informations ou former les bénéficiaires.

iv. Sexe du chef de ménage

D'une part, à Mopti, 99,3% des chefs de ménages sont des hommes contre 68,2% à Gao et 84,8% à Ménaka. Les ménages dirigés par des femmes sont beaucoup plus rencontrés à Gao (31,8%).

Tableau 3 : Sexe du chef de ménage

		Homme	Femme
MOPTI	Bénéficiaire	99,3%	0,7%
	Non bénéficiaire	99,4%	0,6%
GAO	Bénéficiaire	66,2%	33,8%
	Non bénéficiaire	71,6%	28,4%
MENAKA	Bénéficiaire	81,7%	18,3%
	Non bénéficiaire	89,7%	10,3%
TOTAL	Bénéficiaire	80,7%	19,3%
	Non bénéficiaire	88,6%	11,4%

Source : AMRAD, 2019

D'autre part, 80,7% des chefs de ménages Bénéficiaire sont des hommes contre 88,6% chez les non bénéficiaires. Compte tenu des réalités socio-culturelle, les activités du projet en termes de formation de soutien pour les jeunes et les femmes devront impérativement prendre en compte le consentement de ces chefs de ménages (hommes) pour une meilleure mise en œuvre des activités.

2. Moyens de subsistance :

i. Source (s) principale (s) de revenu

Dans l'ensemble, la vente des produits agricoles ainsi que celle des produits d'élevage constituaient les principales sources de revenu des ménages au cours de 12 derniers, avec une proportion de 25,9% des ménages chacune. Plus spécifiquement, à Mopti, la vente des produits agricoles occupait 40,9% des ménages (pour un revenu mensuel moyen de 27.406 FCFA) ; par contre 35,3% des ménages de Gao et 38,1% de ceux de Ménaka tiraient leur revenu de la vente des produits d'élevages (avec de revenu respectif de 20.050 FCFA et 29.119 FCFA par mois).

Majoritairement, 33,3% des femmes chefs de ménages de Mopti tiraient un revenu mensuel moyen de 20.000 FCFA de la vente de produits agricoles contre 27.438 FCFA pour les hommes ; 27,8% de celles de Gao tiraient en moyenne 20.107 FCFA de la vente de produits d'élevage contre 20.031 FCFA pour les hommes, tandis que 51,4% celles de Ménaka gagnaient en moyenne 34.450 FCFA de la même activité contre 27.687 FCFA pour les hommes.

En plus de ces principales activités, les ménages dirigés par les femmes de Mopti font du petit commerce et de la vente des produits maraîchers, celles de Gao font de la vente de bois/paille et également la vente des produits maraîchers tandis que celles de Ménaka vivent du petit commerce, de l'emprunt et de l'artisanat.

Dans les régions respectives, les ménages dirigés par les hommes tirent leurs revenus des mêmes activités, auxquelles s'ajoutent la vente des produits d'élevage et l'envoi d'argent des proches à Mopti ; le travail journalier agricole à Gao ; le commerce et l'emprunt à Ménaka.

Ainsi, dans les trois régions il serait judicieux d'entreprendre des actions de développement du petit commerce (essentiellement pour les femmes). En outre, mener des actions de développement de l'agriculture à Mopti et à Gao (en plus des céréales mettre l'accent sur la culture du haricot, de l'arachide, du niébé et du maraichage). Il s'agira également de mettre l'accent sur le développement des activités pastorales à Gao et à Ménaka (embouche bovine et élevage des petits ruminants pour les femmes chefs de ménages), à cela s'ajoute le développement de l'artisanat.

Tableau 4 : Principales sources et revenu moyen des ménages selon le statut d'appartenance au projet

		Vente de produits agricoles		Vente de bétail/Embouche/Vente de produits d'élevage	
		% de ménages	Revenu moyen mensuel (FCFA)	% de ménages	Revenu moyen mensuel (FCFA)
MOPTI	Bénéficiaire	60,4%	27214	12,3%	72924
	Non bénéficiaire	23,2%	27855	13,1%	35513
GAO	Bénéficiaire	22,1%	45410	27,4%	18041
	Non bénéficiaire	18,6%	20171	47,1%	21786
MENAKA	Bénéficiaire	0,0%	-	43,7%	30032
	Non bénéficiaire	0,0%	-	26,4%	25947
Total	Bénéficiaire	31,7%	32538	25,2%	32341
	Non bénéficiaire	18,7%	25126	26,9%	25776

Source : AMRAD, 2019

Avec un revenu moyen mensuel de 32.538 FCFA, la vente des produits agricoles constituait la principale source de revenu de 31,7% des ménages bénéficiaires contre un revenu moyen de 25.126 FCFA pour 18,7% des non bénéficiaires. Quant à l'élevage, elle procure un gain moyen de 32.341 FCFA à 25,2% des bénéficiaires contre un gain de 25.776 FCFA à 26,9% des ménages non bénéficiaire.

ii. Stratégies de moyens d'existence (diversification) : comprend la diversification des moyens d'existence / revenus et la diversification des cultures

En plus de l'agriculture et de l'élevage les ménages tirent également leur revenu du petit commerce (5%), de la vente de paille (4,2%) et du travail journalier non agricole (2%).

En ce qui concerne la diversification des cultures, 94% des ménages de Mopti ont cultivé du mil l'année passée ; en plus 29,4% ont cultivé du haricot, 22,4% de l'arachide, 20,2% du niébé et 16,7% du sorgho. Les ménages dirigés par des femmes ont cultivé essentiellement du mil, du haricot et de l'arachide.

A Gao, la majorité des ménages (46,7%) n'ont pas cultivé l'année passée ; toutefois 37,5% ont cultivé du mil, 18% du sorgho et 11% pour le maïs et le haricot ; ces produits sont cultivés par l'ensemble des ménages quel que soit le sexe du chef.

A Ménaka, 98,8% des ménages n'ont pas fait de culture ; seulement 1,2% ont cultivé du mil (il s'agit essentiellement des ménages dirigés par des femmes).

Selon le statut d'appartenance au projet, 43,4% des bénéficiaires contre 32,2% des non bénéficiaires n'ont pas cultivé l'année passée. Majoritairement, 49,4% des bénéficiaires ont cultivé du mil, 14,8% ont cultivé du sorgho et 13,1% pour le haricot ; chez les non bénéficiaires, 61,9 des ménages ont cultivé du mil, 13,6% pour le sorgho et 22,4% pour le haricot.

Tableau 5 : % de ménages en fonction des types de cultures cultivées

	MOPTI			GAO			MENAKA		
	Bénéficiaire	Non bénéficiaire	Total	Bénéficiaire	Non bénéficiaire	Total	Bénéficiaire	Non bénéficiaire	Total
Maïs	0,4%	0,0%	0%	10,3%	13,0%	12%			
Mil	93,2%	94,7%	94%	36,5%	39,4%	38%	0,7%	2,1%	1%
Sorgho	16,8%	16,6%	17%	19,5%	15,4%	17%			
Haricots	21,5%	36,4%	29%	12,2%	11,5%	12%			
Niébé	10,8%	28,5%	20%	1,9%	0,5%	1%			
Maraîchage	1,4%	0,6%	1%	5,1%	15,9%	11%			
Arachide	16,5%	27,6%	22%						
Voandzou	5,0%	2,5%	4%						
Sésame	6,5%	0,0%	3%	,3%	0,0%	0%			
Riz	3,2%	0,0%	2%	,3%	0,0%	0%			
Pas de culture cultivée	6,1%	4,7%	5%	48,4%	43,8%	46%	99,3%	97,9%	99%

Source : AMRAD, 2019

3. Biens et accès aux services de base :

i. Capital humain : connaissances, compétences, formation et éducation disponibles pour le ménage

Le membre du ménage ayant le plus haut niveau d'instruction a fréquenté une école formelle (y compris une école franco-arabe) pendant 1,7 ans en moyenne chez les bénéficiaires contre 1,8 ans chez les non bénéficiaires.

Les membres du ménage en âge de travailler (> 14 et <65 ans) ont fréquenté l'école formelle pendant 0,57 an chez les bénéficiaires contre 0,89 an chez les non bénéficiaires.

Au niveau régional, 80,8% des ménages de Mopti, 74,0% de ceux de Gao et 97,2% de ceux de Ménaka ne savent ni lire ni écrire.

Sur le plan de la formation, seulement 15,1% des ménages de Mopti, 4% de ceux de Gao et 0,8% de ceux de Ménaka ont affirmé qu'un de leur membre a reçu une formation pour soutenir les activités agropastorales. En outre, 10,9% des ménages de Mopti, 3,6% de ceux de Gao et 3,2% de ceux de Ménaka ont reçu des ressources pour soutenir ces dites activités.

Du point de vue pratique, 47,3% des ménages de Mopti, 16,6% de Gao et 0,8% de Ménaka appliquent la lutte intégrée contre les ennemis des cultures. Les techniques de transformation et de conservation des produits agropastoraux sont appliquées par 16,6% des ménages de Mopti, 20,9% de ceux de Gao et 2,8% de Ménaka. La fauche et conservation du fourrage est pratiquée par 71,1% des ménages de Mopti et 10,2% de ceux de Gao par contre elle n'est pas pratiquée à Ménaka. Quant aux pratiques de conservation et de restauration des sols, elles sont appliquées par 14,7% des ménages de Mopti, 5% de Gao et 2,4% de Ménaka.

ii. Capital social : réseaux et actifs sociaux mis à la disposition du ménage en période de difficulté, tels que la capacité de s'appuyer sur des réseaux familiaux et communautaires

En cas de besoins, les ménages de Mopti peuvent compter en moyenne sur un (01) association (groupes d'agriculteurs, groupes de soutien aux femmes, groupes de jeunes, associations professionnelles, syndicats, etc.) avec un maximum de cinq (05). A Gao et Ménaka, la moyenne est de 00 associations avec un maximum de quatre (04) à Gao et un (01) à Ménaka.

Du point de vue des réseaux familiaux et communautaires, les ménages de Mopti et Gao peuvent compter en moyen sur un (01) parent / ami / membres de la famille contre 0 à Ménaka.

Selon le statut, les ménages non bénéficiaires peuvent compter en moyenne sur une association en cas de besoins contrairement aux bénéficiaires (moyenne 0). Cependant, quel que soit le statut de bénéficiaire, les ménages peuvent compter sur un (01) parent / ami / membres de la famille en cas de besoins.

iii. Capital naturel : accès à la terre, etc.

En ce qui concerne l'accès à la terre, la superficie totale de terres (possédées, louées ou utilisées) que possède un ménage est de cinq (05) ha en moyenne à Mopti contre 0,8 ha à Gao et zéro (00) ha à Ménaka. Les ménages dirigés par les femmes à Mopti possèdent en moyenne un (01) ha contre 0,8 ha pour celles de Gao.

Au cours de la saison dernière, les ménages de Mopti ont cultivé en moyenne deux (02) cultures différentes contre un (01) pour ceux de Gao. Dans les deux régions les ménages dirigés par les femmes ont cultivé en moyenne une seule culture.

Tableau 6 : Superficie totale de terres (possédées, louées ou utilisées) que le ménage possède / utilise en hectares

		Moyenne	Minimum	Maximum
MOPTI	Bénéficiaire	5,4	0,0	22,0
	Non bénéficiaire	4,7	0,0	16,0
GAO	Bénéficiaire	0,7	0,0	3,0
	Non bénéficiaire	0,9	0,0	2,5
MENAKA	Bénéficiaire	0,0	0,0	0,0
	Non bénéficiaire	0,0	0,0	0,0
Total	Bénéficiaire	2,2	0,0	22,0
	Non bénéficiaire	2,7	0,0	16,0

Source : AMRAD, 2019

Chez les bénéficiaires la superficie moyenne possédée par les ménages est de 2,2 ha contre 2,7 ha chez les non bénéficiaires. Quel que soit leur statut, les ménages ont cultivé en moyenne 01 spéculant la saison dernière, cependant certains ménages (bénéficiaires et non bénéficiaires) ont cultivé 5 espèces différentes.

iv. Capital physique : actifs d'élevage, accès à des outils de production, etc.

Majoritairement à Mopti 67,6% des ménages possèdent des bovins, 61,2% des ovins, 58,2% des asins et 31,4% des caprins. L'ensemble des ménages dirigés par des femmes dans cette région possèdent des ovins et 25% d'entre eux possèdent des bovins et de la volaille.

A Gao, plus du tiers des ménages (66,6%) possèdent des caprins, 27,3% des asins, 26,1% des ovins et 13,1% des bovins. Parmi les femmes chefs de ménage, 69,6% possèdent des caprins, 25% possèdent des asins, 17,4% possèdent des ovins, 12% possèdent des bovins et 2,7% possèdent de la volaille.

A Ménaka, plus de la moitié (53,6%) des ménages possèdent des caprins, 29,2% possèdent des ovins et 19,2% des bovins. Dans cette région, 60,5% des ménages dirigés par les femmes possèdent des caprins, 23,7% possèdent des ovins et des bovins et 2,6% possèdent de la volaille.

Selon le statut du ménage, la majorité des bénéficiaires (52,6%) possèdent des caprins contre 45,7 pour les non bénéficiaires. Par ailleurs, 39,4% des bénéficiaires contre 43,9% des non bénéficiaires possèdent des ovins. Quant aux bovins, 33,3% des bénéficiaires contre 41,8% des non bénéficiaires en possèdent.

En ce qui concerne le nombre d'UBT⁸ possédés par les ménages, la moyenne est de 7,14 chez les ménages bénéficiaires de Mopti, 4,35 pour ceux de Gao et 3,47 pour ceux de Ménaka. Par contre les ménages non bénéficiaires possèdent en moyenne 4,35 UBT à Mopti, 2,98 à Gao et 3,06 à Ménaka. Dans l'ensemble, les bénéficiaires possèdent plus de bétail que les non bénéficiaires (en terme d'UBT)

Tableau 7 : Unité de bétail tropical (UBT) possédée par les ménages par région et commune

Région	Commune		Moyenne	Minimum	Maximum
MOPTI	Baye	Bénéficiaire	1,97	0,3	4,5
		Non bénéficiaire	8,25	0,1	129,5
	Koro	Bénéficiaire	4,35	0,2	40
		Non bénéficiaire	12,36	0,5	48
	Mondoro	Bénéficiaire	7,14	0,10	129,50
		Non bénéficiaire	4,35	0,20	40,00
GAO	Ansongo	Bénéficiaire	1,47	0,2	7,5
		Non bénéficiaire	1,32	0,3	2,9
	Gao	Bénéficiaire	4,58	0,2	22,4
		Non bénéficiaire	1,34	0,2	6,1
	N_Tililt	Bénéficiaire	6,59	0,2	24
		Non bénéficiaire	2,92	,20	22,40
	Total	Bénéficiaire	2,98	,20	24,00
		Non bénéficiaire			

⁸ Conversion UBT : 1 bovin = 1 équidé = 0,8 UBT ; 1 ovin = 1 caprin = 0,1 UBT ; 1 camelin = 1 UBT ; 1 asin = 0,5 UBT.

Région	Commune		Moyenne	Minimum	Maximum
MENAKA	Alata	Bénéficiaire	2,58	0,1	6,1
	Anderanboukane	Bénéficiaire	3,97	0,7	41,6
		Non bénéficiaire	3,1	0,6	12,8
	Inchinane	Bénéficiaire	3,54	0,6	7,1
	Tamalate	Non bénéficiaire	5,73	2,9	10,4
	Tidermene	Non bénéficiaire	1,4	0,7	2,1
	Total	Non bénéficiaire	3,47	0,10	41,60
		Bénéficiaire	3,06	0,60	12,80

Source : AMRAD, 2019

En ce qui concernent les intrants, 44,8% des ménages de Mopti, 32,4% de ceux de Gao et 0,4% de ceux de Ménaka utilisent des engrais. Les pesticides sont utilisés par 3% des ménages de Mopti et 15,2% de ceux de Gao. La vaccination est effectuée par 17,1% des ménages de Mopti, 52,1% de Gao et 15,2% de Ménaka. En outre, 16,6% des ménages de Mopti, 34,1% de ceux de Gao et 26,8% de ceux de Ménaka ont accès à l'aliment bétail.

Parmi les ménages dirigés par des femmes, on note que 25% de ceux de Mopti, 32,1% de ceux de Gao et 2,6% de ceux de Ménaka ont accès aux engrais ; seulement 12% des ménages dirigés par des femmes à Gao ont accès aux pesticides. En outre, 46,7% des femmes chefs de ménages de Gao et 15,8% de celles de Ménaka pratiquent la vaccination des animaux ; respectivement 30,4% et 23,7% des ménages dirigés par les femmes dans lesdites localités ont accès à l'aliment bétail. Chez les bénéficiaires, 24,7% des ménages ont accès aux engrais, 5,2% ont accès aux pesticides/herbicides, 28,9% vaccinent leurs bétails et 26,4% ont accès aux aliments bétails. Par contre parmi les ménages non bénéficiaires, 41,3% ont accès aux engrais, 10,3% ont accès aux herbicides, 33,5% font la vaccination du bétail et 24,2% ont accès aux aliments bétails.

Tableau 8 : Accès des ménages aux intrants agricoles et d'élevage

		Semences / plants	Pesticides/Herbicides	Les engrais	Vaccination bétails	Aliments bétails	Aucun
MOPTI	Bénéficiaire	72,8%	1,1%	36,2%	9,3%	12,9%	15,4%
	Non bénéficiaire	26,3%	4,7%	52,4%	23,8%	19,7%	33,9%
GAO	Bénéficiaire	17,6%	10,5%	25,9%	45,7%	29,7%	35,1%
	Non bénéficiaire	13,9%	23,6%	43,8%	63,5%	41,8%	11,5%
MENAKA	Bénéficiaire	0,7%	-	0,7%	24,2%	43,1%	56,2%
	Non bénéficiaire	1,0%	-	0,0%	1,0%	1,0%	97,9%

Source : AMRAD, 2019

A Mopti, les ménages possèdent en moyenne 02 vélos, 01 moto, 02 téléphones, 02 charrues, 02 machettes et 01 tracteur ; les biens possédés par les ménages de Gao sont en moyenne 01 moto, 02

téléphones, 02 charrues et 02 machettes ; à Ménaka les ménages possèdent en moyenne 01 vélo, 01 moto, 01 téléphone, 01 charrue, 01 machette.

v. Capital financier : accès au crédit, transferts monétaires, etc.

En ce qui concerne l'accès aux crédits, le montant moyen emprunté par un ménage sous forme d'argent de personne ou d'institution était 41.810 FCFA à Mopti ; 93.258 FCFA à Gao et 54.670 FCFA à Ménaka. Les ménages bénéficiaires ont emprunté en moyenne 47.481 FCFA contre 87.328 FCFA pour les non bénéficiaires. Selon le sexe du chef, les ménages dirigés par les femmes à Mopti ont emprunté en moyenne 20.625 FCFA contre 41.952 FCFA pour les hommes ; Gao, les montants des emprunts sont respectivement de 86.111 FCFA et 96.595 FCFA tandis qu'à Ménaka on note 46.874 FCFA pour les femmes et 56.067 FCFA pour les hommes.

Les transferts formels reçus par les ménages (aide alimentaire d'urgence, assistance en espèces, bétail, programmes de filet de sécurité, régimes de pension, etc.) avaient une valeur moyenne de 24.844 FCFA à Mopti, 16.332 FCFA à Gao et 21.935 FCFA à Ménaka. Chez les bénéficiaires, la moyenne était de 18.079 FCFA contre 24.489 FCFA chez les non bénéficiaires. En moyenne à Mopti, la valeur des transferts formels reçu par les ménages dirigés par les femmes était nulle contre 25.011 FCFA pour les hommes ; à Gao, elle était de 18.977 FCFA pour les femmes et 15.097 FCFA pour les hommes ; à Ménaka, les moyennes étaient de 24.442 FCFA pour les femmes et 21.485 FCFA pour les hommes. Excepté à Mopti (très peu de femme chef de ménage), on remarque que les ménages dirigés par les femmes reçoivent beaucoup plus en termes d'assistances formelles, compte tenu de la vulnérabilité de cette catégorie de ménage, il serait judicieux de consolider cet acquis (même si l'assistance ne demeure pas toujours).

Les virements informels (espèces, envois de fonds, dons de nourriture ou de céréales, dons de semences, utilisation gratuite d'animaux, etc.) reçus par les ménages valaient en moyenne 3.457 FCFA à Mopti, 11.541 FCFA à Gao et 26.858 FCFA à Ménaka. Ces virements valaient 13.184 FCFA chez les bénéficiaires contre 7.819 FCFA chez les non bénéficiaires. Du point de vue du sexe du chef de ménage, les femmes de Mopti ont reçu en moyenne 9.500 FCFA contre 3.417 FCFA pour les hommes ; à Gao les moyennes étaient respectivement de 10.272 FCFA et 12.133 FCFA tandis qu'à Ménaka les moyennes étaient de 41.658 FCFA et 24.205 FCFA.

Tableau 9 : Accès au crédit et transferts monétaires par région

		% de ménage	Montant moyen emprunté sous forme d'argent de personne ou institution	% de ménage	Montant moyen des transferts formels reçus	% de ménage	Montant moyen des virements informels reçus
MOPTI	Bénéficiaire	46,6%	28111	11,5%	9059	11,9%	3256
	Non bénéficiaire	66,8%	53791	49,2%	38649	16,9%	3633
GAO	Bénéficiaire	76,8%	55813	47,6%	18278	36,5%	9650
	Non bénéficiaire	92,3%	159865	46,6%	12871	29,3%	14904
MENAKA	Bénéficiaire	84,3%	62653	44,9%	34044	56,2%	39833
	Non bénéficiaire	52,6%	42077	41,5%	2835	8,2%	6392

Source : AMRAD, 2019

vi. Accès aux services de base

Le temps moyen pour atteindre (aller uniquement) la plus proche source d'eau potable est de 10 minutes à Mopti, 43min à Gao et 65min à Ménaka. Selon des normes des Nations Unies, le trajet complet, y compris le temps d'attente, ne devrait pas excéder 30 minutes aller-retour (sinon l'accès à cette ressource est considéré comme limité). Il n'y a pas de différence de temps assez significative selon le sexe du chef de ménage, excepté à Ménaka où les ménages dirigés par les femmes font 10 min de moins que ceux dirigés par les hommes (56 minutes contre 66).

Pour atteindre l'école primaire la plus proche, les ménages de Mopti mettent en moyenne 36min contre 54min à Gao et 60min à Ménaka. En moyenne, il faut 134min aux ménages de Mopti pour atteindre l'hôpital ou centre/poste de Santé le plus proche, les ménages de Gao prennent 71min et ceux de Ménaka 87min. Le marché local des bétails le plus proche à Mopti se trouve à 128min contre 63min à Gao et 69min à Ménaka. Pour se rendre au marché local de produits alimentaires, le temps moyen est de 125min à Mopti, 69min à Gao et 59 à Ménaka. Quant au transport public le plus proche des ménages de Mopti, il se trouve en moyenne à plus de 2h (135min) contre 69min à Gao et 35min à Ménaka.

Pour atteindre l'Hôpital ou Centre/Poste de santé le plus proche, les ménages dirigés par les femmes à Mopti et à Gao mettent respectivement 55min et 20min de plus que ceux dirigés par les hommes. Il en est de même pour l'accès au marché local de bétail ou de produits alimentaires où les ménages dirigés par les femmes mettent 1 heure de plus à Mopti et 10 à 20 min de plus à Gao. Par contre à Ménaka, les ménages dirigés par les femmes mettent moins de temps que ceux dirigés par les hommes pour atteindre ces services de base.

En moyenne, les bénéficiaires mettent 32 minutes pour se rendre à la source d'eau potable la plus proche, 46 minutes pour se rendre à l'école, 128 minutes pour le centre de santé le plus proche, 106 minutes pour se rendre au marché de bétail ou de produits alimentaires. Par contre chez les non bénéficiaires, les temps moyens sont respectivement de 22 minutes, 45 minutes, 94 minutes et 93 minutes.

Tableau 10 : Temps moyen (minutes) pour accéder aux services de base

		Source d'eau potable	Ecole primaire	Hôpital, Centre/Poste de Santé	Marché local des bétail	Marché local de produits alimentaires	Transport public
MOPTI	Bénéficiaire	7	23	161	138	138	158
	Non bénéficiaire	13	43	116	121	114	121
GAO	Bénéficiaire	53	64	95	80	84	76
	Non bénéficiaire	32	40	50	48	56	62
MENAKA	Bénéficiaire	67	54	78	62	50	42
	Non bénéficiaire	45	68	105	78	68	28
Total	Bénéficiaire	32	46	128	106	107	101
	Non bénéficiaire	22	45	94	93	91	87

Source : AMRAD, 2019

En ce qui concerne l'accès aux informations à-propos des facteurs clefs d'élevage, 95% des ménages de Mopti y ont accès contre 86,8% de ceux de Gao et 28,8% de ceux de Ménaka. Parmi ceux-ci, la radio constitue la principale source pour les ménages de Mopti (67,6%) tandis qu'à Gao 76,3% des ménages sont informés à travers les structures communautaires contre 19,2% à Ménaka. Les ménages qui ne reçoivent pas d'informations représentent 71,2% de la population à Ménaka, 13,8% à Gao et 5% à Mopti.

Tableau 11 : Sources d'informations à propos des facteurs clefs d'élevage

		Agent du terrain (de l'état, ONG)	SMS/texto	Radio	Structure communautaire	Autre	Ne reçoit pas d'information
MOPTI	Bénéficiaire	34,4%	0,0%	35,1%	38,0%	0,7%	9,3%
	Non bénéficiaire	21,0%	0,6%	95,9%	23,5%	0,9%	1,3%
GAO	Bénéficiaire	18,6%	0,0%	38,9%	64,1%		21,6%
	Non bénéficiaire	26,9%	1,0%	56,7%	98,1%		0,0%
MENAKA	Bénéficiaire	3,9%		26,1%	25,5%		60,1%
	Non bénéficiaire	1,0%		1,0%	9,3%		88,7%

Source : AMRAD, 2019

Les informations sur la météo et le climat sont reçus par 96,3% des ménages de Mopti, 97,1% de ceux de Gao et 28% de ceux de Ménaka. Principalement, 71,1% des ménages de Mopti sont informés à travers la radio et 51,5% sont informés par les agents de terrain (état, ONG). A Gao, 65,1% des ménages sont informés par les structures communautaires et 57,4% s'informent à travers la radio. Majoritairement, 72% des ménages de Ménaka n'ont pas accès à ces informations, 22% sont informés par les structures communautaires et 16,8% à travers la radio.

Tableau 12 : Sources d'informations sur la météo

		Agent du terrain (de l'état, ONG)	SMS/texto	Radio	Structure communautaire	Autre	Ne reçoit pas d'information
MOPTI	Bénéficiaire	60,6%	0,0%	44,1%	35,8%	0,4%	6,8%
	Non bénéficiaire	43,6%	6,9%	94,7%	31,0%	0,6%	0,9%
GAO	Bénéficiaire	17,0%	0,3%	57,8%	60,3%	0,3%	4,6%
	Non bénéficiaire	27,4%	0,5%	56,7%	73,6%	0,0%	0,0%
MENAKA	Bénéficiaire	0,7%		25,5%	30,1%		62,1%
	Non bénéficiaire	1,0%		3,1%	9,3%		87,6%

Source : AMRAD, 2019

Quant aux informations agro-pastorales, elles sont reçues par l'ensemble des ménages des trois régions. 91,1% des ménages de Mopti reçoivent systématiquement les renseignements sur la pluviométrie contre 60,6% à Gao et 68,6 à Ménaka. Les indications sur la disponibilité des pâtures sont reçues par 44,8% des ménages de Mopti, 87,2% de Gao et 74,3% de Ménaka. Concernant la disponibilité de l'eau, 47,4% des ménages de Mopti, 85,4% de ceux de Gao et 71,4% de ceux de Ménaka affirment être informés. Les informations sur la sécurité sont reçues par 30,9% des ménages de Mopti, 48% de ceux de Gao et 65,7% de ceux de Ménaka.

Tableau 13 : Types d'information reçue par les ménages et par région

		Pluviométrie	Disponibilité des pâtures	Disponibilité d'eau	Sécurité	Autres informations
MOPTI	Bénéficiaire	88,1%	20,8%	20,4%	35,0%	3,5%
	Non bénéficiaire	93,7%	64,6%	69,6%	27,5%	0,0%
GAO	Bénéficiaire	56,7%	86,1%	83,9%	45,9%	
	Non bénéficiaire	67,3%	88,9%	88,0%	51,4%	
MENAKA	Bénéficiaire	79,3%	81,0%	82,8%	74,1%	5,2%
	Non bénéficiaire	16,7%	41,7%	16,7%	25,0%	8,3%

Source : AMRAD, 2019

Parmi les ménages qui reçoivent des informations à Mopti, 39,4% reçoivent ces informations toutes les semaines, 23,1% tous les mois et 35,9 sont informés rarement. 42% des ménages sont satisfaits de la fréquence de ces informations et 51,9% sont légèrement satisfaits. Du point de vue de la qualité des informations, 69,4% des ménages jugent acceptable.

A Gao, seulement 10% des ménages sont informés toutes les semaines, 42,4% sont informés tous les mois et 44,2% reçoivent rarement les informations. Globalement, 23,9 des ménages affirment être satisfaits de la fréquence de ces informations et 74,4% sont légèrement satisfaits. La qualité de ces informations est jugée acceptable par 86,1% des ménages.

La majorité des ménages de Ménaka (85,7%) reçoivent rarement les informations et 10% ne sont pas du tout informés. Toutefois, 82,9% pensent que la qualité de ces informations est acceptable.

4. Chocs et stratégies d'adaptation

i. Les chocs pertinents rapportés par le ménage, ainsi que les stratégies d'adaptation permettant de faire face aux chocs rapportés et de les surmonter

Selon 30,4% des ménages enquêtés à Mopti, le choc le plus grave qu'ils ont subi au cours des 12 derniers mois est la sécheresse ; par contre 17,6% pensent qu'il s'agit des conflits/violences, 9,7% pensent que c'est la montée anormale des prix des intrants et 5,4% pensent que c'est la mort du bétail. Avec des proportions différentes, les ménages de Gao et Ménaka sont majoritairement du même avis :

- Gao : Sécheresse (22,7%) ; prix anormalement élevé des intrants (16,6%) et mort du bétail (16,4%).
- Ménaka : Sécheresse (18%) ; conflits/violences (21,2%) ; prix anormalement élevé des intrants (20,4%) et mort du bétail (20%). A ceux-ci s'ajoute la grave pénurie d'eau selon 16% des ménages (Ménaka).

Tableau 14 : Principal chocs des ménages par région

	MOPTI		GAO		MENAKA	
	Bénéficiaire	Non bénéficiaire	Bénéficiaire	Non bénéficiaire	Bénéficiaire	Non bénéficiaire
Pas de choc	34,4%	7,5%	35,1%	30,3%	0,0%	0,0%
Inondation	0,0%	,3%	4,9%	5,3%	0,0%	0,0%
Sécheresse	5,4%	52,4%	23,0%	22,1%	14,4%	23,7%
Pathologies végétales	1,4%	,3%	3,8%	2,4%	0,0%	0,0%
Mort du bétail	7,9%	3,1%	13,2%	22,1%	17,6%	23,7%
Prix anormalement élevé des intrants	19,0%	1,6%	16,5%	16,8%	28,1%	8,2%
Prix anormalement bas des extrants	0,7%	0,3%	0,0%	0,0%	0,0%	2,1%
Grave pénurie d'eau	2,2%	2,2%	0,0%	,5%	20,3%	9,3%
Maladie grave ou accident du principal soutien économique de la famille	1,4%	0,6%	0,3%	0,0%	0,7%	1,0%
Maladie grave d'un autre membre du ménage	5,0%	2,2%	1,9%	0,0%	2,0%	0,0%
Décès du principal soutien de la famille	2,2%	2,8%	0,8%	,5%	0,0%	0,0%
Vol d'argent / objets de valeur / actifs non agricoles	1,1%	0,9%	0,3%	0,0%	0,7%	1,0%
Vol de biens agricoles / production (récolte ou bétail)	0,7%	1,6%	,3%	0,0%	0,0%	0,0%
Conflit/Violence	12,5%	21,9%	0,0%	0,0%	16,3%	28,9%
Incendie	2,5%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	2,1%
Autres (précisez)	3,6%	2,2%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%

Source : AMRAD, 2019

Selon le statut du ménage, 19,6% des bénéficiaires pensent que le principal choc qu'ils ont subi demeure la montée anormale des prix des intrants ; par contre 15,2% d'entre eux pensent à la sécheresse, 12,2% pensent à la mort du bétail et 7,5% pensent que ce sont les conflits/violences. Les stratégies adoptées par ceux-ci ont consisté à : dépenser leurs économies (53,5%), manger moins de nourriture (13,4%), la collecte/vente des produits en brousse pour acheter de la nourriture (12%), la vente de bois de chauffage/Vente de Charbon (4,7%).

Parmi les non bénéficiaires, 37,8% pensent que c'est la sécheresse, 15,7% pensent que c'est les conflits/violences, 12,7% pour la mort du bétail et 7,7% pour la montée anormale des prix des intrants. Majoritairement, ces ménages étaient obligés de : dépenser leurs économies (50,5%), manger moins de nourriture (35,2%), collecter/vendre des produits en brousse pour acheter de la nourriture (29,4%) ou vendre des bois de chauffage/Charbon (20,7%).

Au niveau régional, pour faire face à ces chocs 57,3% des ménages de Mopti ont dépensé leurs économies, 44,1% ont adopté un nouveau gagne-pain, 25,3% étaient obligés de manger moins de nourriture, 22% se sont adonnés à la collecte/vente des produits en brousse pour acheter de la nourriture, 19,2% ont fait recours à la vente de bois de chauffage/Vente de Charbon, 9,6% ont consommé des récoltes immature et 8,8% ont consommé leurs stocks de semences.

A Gao également, 50,6% des ménages ont dépensé leurs économies, 37,4% mangeaient moins de nourriture, 31,4% ont fait recours à la collecte/vente des produits en brousse pour acheter de la nourriture et 5,7% ont vendu des bois de chauffage et des charbons.

Par contre à Ménaka 54,8% des ménages n'ont rien fait face à ces chocs contre 44% qui étaient obligés de dépenser leurs économies.

En outre 7,3% des ménages de Mopti, 3,1% de ceux de Gao et 1,2% de ceux de Ménaka ont vendu plus d'animaux que d'habitude pour faire face aux différents chocs.

ii. Données pertinentes sur les conflits du module des conflits

Le module de conflit de la base de référence actuelle cherche à comprendre si les conditions de vie du ménage ont changé au cours de la période de référence de 12 mois, puis demande si un membre du ménage a été témoin d'un conflit ou d'un incident.

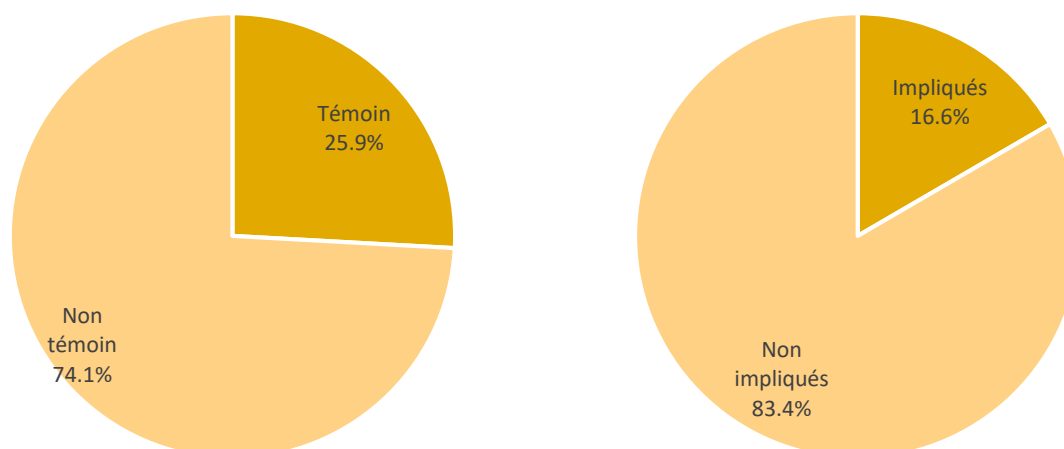
À partir de cette base, plusieurs questions liées cherchent ensuite à déterminer, au sens large, les acteurs impliqués, l'intensité et le type de violence, la fréquence, la cause et enfin les mécanismes ou actions que le ménage peut avoir adoptés à la suite d'un conflit ou d'un conflit. D'autres questions sont également posées sur les « attitudes face à la violence » afin de comprendre les points de vue de la population enquêtée. Il est important de noter que l'analyse ci-dessous ne donne pas d'informations sur la dynamique des conflits, bien qu'elle puisse contribuer à une analyse de conflit à plus long terme.

En ce qui concernent les conditions de vie, 59,7% des ménages de Mopti, 29,6% de ceux de Gao et 60,4% de ceux de Ménaka ont affirmé que leurs conditions de vie au cours des 12 derniers mois étaient meilleures qu'en ce moment ; 49,9% des ménages bénéficiaires contre 44,7% des non bénéficiaires sont du même avis. Pour les 12 prochains mois, 84,4% des ménages de Mopti, 37,9% de ceux de Gao et 28% de ceux de Ménaka envisagent des conditions vie meilleures.

a. Aperçu global

La situation sécuritaire au Sahel, et donc dans les zones d'intervention du projet au Mali, connaît une détérioration rapide ces dernières semaines. Selon le Bureau de Coordination des Actions Humanitaires (OCHA) des Nations Unies (NU) citant le « Armed Conflict Location and Event Data » (ACLED), le cap des 200 incidents sécuritaires/conflits a été atteint au cours de la période allant de mai 2018 à mai 2019.

Graphique 1 : Proportion de ménages témoins ou impliqués dans des incidents sécuritaires

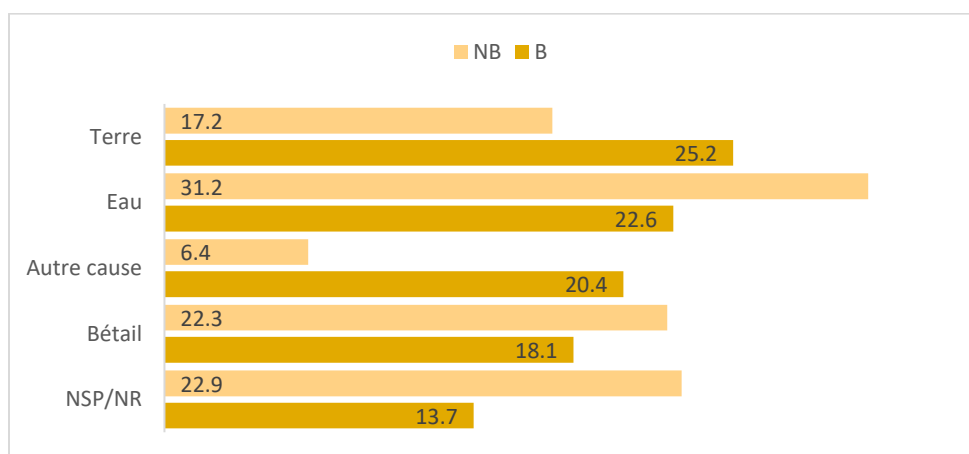


Source : FAO, 2019.

Le graphique ci-dessus confirme les tendances observées depuis le début de l'année au Mali. Plus d'un (01) ménage sur quatre (04) a été témoin d'un incident sécuritaire/conflit au cours des 12 derniers mois dans les zones d'intervention du projet. Une proportion relativement élevée (16,6%) de ces ménages a même été impliquée dans ces incidents/conflits sécuritaires. En tout, 28, 2% des ménages ont été impliqués de près ou de loin dans des troubles sécuritaires.

La principale cause (Cf. Graphique 2) des troubles dans lesquels les populations sont impliquées sont liées à la terre (25,2% des ménages ayant été impliqués dans des conflits), puis à l'eau (22,6%) ainsi que d'autres causes (20,4%). Les autres causes déclarées par les ménages concernent principalement le terrorisme et l'extrémisme religieux, les conflits communautaires et les crimes de droit commun.

Graphique 2 : Proportion (%) des ménages (B et NB) impliqués dans des incidents sécuritaires selon la cause



Source : FAO, 2019.

Environ 10,8% des ménages impliqués dans des conflits dans la zone d'intervention du projet au Mali ont déclaré avoir fait recours à une tierce personne pour résoudre le problème. Toujours parmi les ménages bénéficiaires du projet, 35,7 % des ménages ayant été impliqués dans des litiges et ayant fait recours à une tierce personne ont déclaré avoir contacté les Chefs traditionnels/Coutumiers. L'autre majorité (28,6%) a fait recours à des groupes comprenant des chefs/anciens du village de la communauté locale. Enfin, 14,3% de cette population a déclaré avoir eu recours à des institutions gouvernementale (qui ne sont pas des Forces de Sécurité et de Défense).

b. Situation régionale

❖ Conflits Mopti :

Au cours des 12 derniers mois, 3,8% des ménages ont été témoins et 0,3% ont été impliqués dans des conflits armés ; 11% ont été témoins et 1,7% ont été impliqués dans le banditisme/activité criminelle et 2,3% ont été témoins des conflits de voisinage ou conflits local et 0,7% y ont été impliqués.

Tableau 15 : Ménages témoins ou impliqués dans les conflits à Mopti

		Conflit armé ou combat entre des groupes		Banditisme et / ou activité criminelle		Conflit de voisinage ou conflit local		Aucun conflits	
		Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui
Ménages témoins des conflits	Bénéficiaire	98,6%	1,4%	83,2%	16,8%	96,8%	3,2%	21,5%	78,5%
	Non bénéficiaire	94,0%	6,0%	94,0%	6,0%	98,4%	1,6%	11,9%	88,1%
	Total	96,2%	3,8%	89,0%	11,0%	97,7%	2,3%	16,4%	83,6%
Ménages impliqués dans les conflits	Bénéficiaire	100,0%	0,0%	98,9%	1,1%	99,6%	0,4%	1,4%	98,6%
	Non bénéficiaire	99,4%	0,6%	97,8%	2,2%	99,1%	0,9%	3,8%	96,2%
	Total	99,7%	0,3%	98,3%	1,7%	99,3%	0,7%	2,7%	97,3%

Source : AMRAD, 2019

Du point de vue l'intensité des litiges 54,3% des répondants affirment la violence armée, 13,3% pour le litige verbal, menaces ou intimidation contre 6,7% pour l'usage de la force physique (mais pas armée).

Selon les répondants, les principales causes de ces conflits sont : l'arrivée des djihadistes dans la communauté (52,4%), l'accès à la terre (9,5%), l'accès aux points d'eau (3,8%) et la divagation du bétail (6,7%). Les personnes en litiges dans ces conflits sont des nouveaux venus (djihadiste) dans la communauté (45,7%), des gens au sein de la communauté (14,3%) et des gens d'une autre communauté (11,4%).

Majoritairement (47,6%), les ménages n'ont pris aucune mesure après avoir été témoins ou impliqués dans ces litiges ; cependant, 17,1% ont contacté quelqu'un pour les aider, 11,4% ont réduit les visites aux marchés locaux et 8,6% ont déménagé leur foyer.

Pour résoudre les disputes, 66,7% des répondants ont contacté les chefs traditionnels ou religieux, 50% pour les institutions gouvernementales/de l'Etat et 11,1% ont contacté les services de police/Militaire/Sécurité.

❖ Conflits Gao :

A Gao, 34,9% des ménages ont été témoins et 17% ont été impliqués dans des conflits armés ; 18% ont été témoins et ont tous été impliqués dans le banditisme/activité criminelle et 21,5% ont été témoins des conflits de voisinage ou conflits local et 18,7% y ont été impliqués.

Tableau 16 : Ménages témoins ou impliqués dans les conflits à Gao

		Conflit armé ou combat entre des groupes		Banditisme et / ou activité criminelle		Conflit de voisinage ou conflit local		Aucun conflits	
		Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui
Ménages témoins des conflits	Bénéficiaire	66,8%	33,2%	87,3%	12,7%	84,3%	15,7%	39,5%	60,5%
	Non bénéficiaire	62,0%	38,0%	72,6%	27,4%	68,3%	31,7%	49,5%	50,5%
	Total	65,1%	34,9%	82,0%	18,0%	78,5%	21,5%	43,1%	56,9%
Ménages impliqués dans les conflits	Bénéficiaire	81,1%	18,9%	86,5%	13,5%	87,8%	12,2%	30,5%	69,5%
	Non bénéficiaire	86,5%	13,5%	72,6%	27,4%	69,7%	30,3%	43,3%	56,7%
	Total	83,0%	17,0%	82,0%	18,0%	81,3%	18,7%	35,1%	64,9%

Source : AMRAD, 2019

En termes d'intensité des litiges 31,6% des répondants affirment la violence armée, 16,4% affirment que c'est le litige verbal, menaces ou intimidation et 12,1% affirment l'usage de la force physique (mais pas armée).

Les raisons évoquées pour ces conflits sont principalement : l'accès aux points d'eau (36,7%), la divagation du bétail (25%) et l'accès à la terre (23,4%). Selon 43% des répondants de la région, les gens au sein de la communauté sont principalement concernés par ces litiges, 32% pensent que ce sont des nouveaux venus, 31,6% pensent que ce sont des gens d'une autre communauté et 13,3% pensent que ce sont des personnes d'un autre pays.

Tous comme à Mopti, 35,9% des ménages n'ont rien fait face aux litiges, par contre 35,2% ont amélioré la sécurité autour de leur maison, 16% ont déménagé leur foyer et 11,3% ont déménagé un membre de leur ménage. Plus de la moitié des répondants (54,5%) affirment avoir contacté les chefs traditionnels ou religieux pour résoudre les disputes, 50% ont fait recours aux chefs/anciens de la communauté locale, 13,6% aux institutions gouvernementales/de l'Etat et 13,6% aux services de police/Militaire/Sécurité.

❖ Conflits Ménaka :

A Ménaka, 6,4% des ménages ont été impliqués dans les conflits armés et 7,2% ont été témoins ; 1,6% ont été témoins et 0,8% ont été impliqués dans le banditisme/activité criminelle 5,6% dans tandis qu'aucun d'entre eux n'a été impliqué dans les conflits de voisinage.

Tableau 17 : Ménages témoins ou impliqués dans les conflits à Ménaka

		Conflit armé ou combat entre des groupes		Banditisme et / ou activité criminelle		Conflit de voisinage ou conflit local		Aucun conflits	
		Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui
Ménages témoins des conflits	Bénéficiaire	91,5%	8,5%	98,0%	2,0%	100,0%	0,0%	10,5%	89,5%
	Non bénéficiaire	94,8%	5,2%	99,0%	1,0%	99,6%	0,4%	6,2%	93,8%
	Total	92,8%	7,2%	98,4%	1,6%	100,0%	0,0%	8,8%	91,2%
Ménages impliqués dans les conflits	Bénéficiaire	92,2%	7,8%	99,3%	0,7%	99,3%	0,7%	8,5%	91,5%
	Non bénéficiaire	95,9%	4,1%	99,0%	1,0%	100,0%	0,0%	5,2%	94,8%
	Total	93,6%	6,4%	99,2%	0,8%	100,0%	0,0%	7,2%	92,8%

Source : AMRAD, 2019

Du point de vue l'intensité, 90,9% affirment que c'est le litige verbal, menaces ou intimidation et 4,5% affirment l'usage de la force physique (mais pas armée). Ces conflits sont causés essentiellement par les difficultés d'accès à la terre (63,6%), la divagation du bétail (22,7%) et l'accès aux points d'eau (9,1%). Majoritairement 86,4% des ménages pensent que ce sont les gens au sein de la communauté qui sont concernés par ces litiges contre 4,5% qui pensent que ce sont des nouveaux venus. Contrairement aux 2 autres régions, la majorité des répondants (68,2%) affirment avoir rejoint un groupe armé, 18% ont déménagé leur foyer et 4,5% ont amélioré la sécurité autour de leur maison ou contacté quelqu'un pour les aider à résoudre le litige. L'ensemble des répondants affirment avoir contacté les chefs traditionnels ou religieux pour résoudre les disputes.

5. Sécurité alimentaire / Nutrition

i. FCS

L'analyse descriptive du score de consommation alimentaire des ménages donne les résultats ci-dessous :

Tableau 18 : Score de consommation alimentaire des ménages

		Score de Consommation Alimentaire		
		Moyenne	Minimum	Maximum
MOPTI	Bénéficiaire	39,08	19,50	86,00
	Non bénéficiaire	34,91	9,00	109,00
GAO	Bénéficiaire	36,20	6,00	94,00
	Non bénéficiaire	49,70	6,00	83,50

MENAKA	Bénéficiaire	43,12	13,00	67,00
	Non bénéficiaire	24,12	10,00	62,00
Total	Bénéficiaire	38,52	6,00	94,00
	Non bénéficiaire	38,16	6,00	109,00

Source : AMRAD, 2019

Globalement les bénéficiaires et les non bénéficiaires ont les mêmes moyennes en ce qui concernent le score de consommation alimentaire. Spécifiquement, à Mopti le score moyen est de 39,08 contre 34,91 pour les non bénéficiaires ; à Gao le score moyen des bénéficiaires est de 36,20 contre 49,70 tandis qu'à Ménaka la moyenne est de 43,12 chez les bénéficiaires contre 24,12 chez les non bénéficiaires.

Sur une échelle allant de 0 à 112, les ménages ont été classés en 3 groupes de consommation alimentaire, reflétant la diversité alimentaire, la fréquence ainsi que l'apport nutritionnel relatif des produits et groupes alimentaires consommés par le ménage.

Globalement, 30,4% des ménages ont un score de consommation alimentaire pauvre ($SCA \leq 28$) 32,4% ont un score limite ($28 > SCA \leq 42$) et 37,3% un score acceptable ($SCA > 42$).

Spécifiquement, 26,9% des ménages de Mopti, 32,4% de ceux de Gao et 34,4% de ceux de Ménaka ont un score de consommation alimentaire pauvre.

Selon leur statut, 28,7% ménages bénéficiaires contre 32,7% des non bénéficiaires ont un score pauvre ; respectivement 38,3% et 36,1% ont un score acceptable.

ii. Analyse de la sécurité alimentaire.

a. Score de diversité alimentaire des ménages

L'analyse de la diversité des aliments consommés par les ménages au cours des 7 jours précédant la collecte des données indique que 90,9% des ménages bénéficiaires de Ménaka ont une faible diversité contre 100% chez les non bénéficiaires. A Gao, les proportions sont respectivement de 73,4% contre 78,7% tandis qu'à Mopti elles sont de 23,7% contre 18%.

Tableau 19 : Diversité alimentaire des ménages selon le statut d'appartenance au projet

		Faible Diversité	Diversité Moyenne	Diversité élevé
Bénéficiaire	MOPTI	23,7%	67,8%	8,5%
	GAO	73,4%	11,6%	15,0%
	MENAKA	90,9%	8,6%	,5%
	TOTAL	59,7%	30,2%	10,2%
Non bénéficiaire	MOPTI	18,0%	66,4%	15,6%
	GAO	78,7%	7,8%	13,5%
	MENAKA	100,0%		
	TOTAL	58,2%	30,3%	11,6%

b. Echelle de l'accès déterminant l'insécurité alimentaire des ménages

L'échelle de l'accès déterminant l'insécurité alimentaire des ménages a été utilisé pour cette analyse. Les résultats obtenus sont désagrégés par commune selon le statut d'appartenance au projet.

Tableau 20 : Prévalence de l'insécurité alimentaire par commune et selon le statut d'appartenance au projet

		Sécurité alimentaire	Légère insécurité alimentaire	Insécurité alimentaire modérée	Sévère insécurité alimentaire
BENEFICIAIRE	Anderanboukane				100,0%
	Bankass	12,1%	46,7%	40,2%	,9%
	Douentza	80,4%	10,9%	3,3%	5,4%
	Inchinane	2,4%	-	-	97,6%
	Koro	2,5%	11,3%	43,8%	42,5%
	N_Tillit	4,4%	-	13,7%	81,9%
	Tamalate	2,2%	-	-	97,8%
	Tessit	21,2%	4,0%	3,0%	71,7%
	Tidermene	2,0%	-	4,0%	94,0%
	Tin_Hamma	1,5%	3,0%	71,6%	23,9%
	Total	15,3%	9,4%	20,2%	55,1%
NON BENEFICIAIRE	Alata	-	-	-	100,0%
	Anderanboukane	-	-	-	100,0%
	Gao	18,3%	5,0%	16,7%	60,0%
	Inchinane	-	-	-	100,0%
	Koro	11,6%	8,5%	33,5%	46,4%
	N_Tillit	-	-	-	100,0%
	Tamalate	-	-	-	100,0%
	Tessit	1,7%	-	-	98,3%
	Tin_Hamma	-	8,1%	75,7%	16,2%
	Total	7,9%	5,3%	23,2%	63,6%

Source : AMRAD, 2019

L'analyse détaillée montre que ce sont les communes de Anderaboukane (100% pour l'ensembles des communautés : bénéficiaires et non bénéficiaires) ; Inchinane (97,6% pour les communautés bénéficiaires contre 100% pour les non bénéficiaires) ; Tamalate (97,8% pour les communautés bénéficiaires contre 100% pour les non bénéficiaires) et Tidermene (94% pour les communautés bénéficiaires contre 100% pour les non bénéficiaires) tous dans la région de Ménaka qui sont les plus touchés par l'insécurité alimentaire grave. Les communes de Bankas, Koro (dans la région de Mopti) sont légèrement en deçà de la moyenne dans le cadre de l'insécurité alimentaire modérée (40,2% et 43,8%). De même, il ressort que la commune de Tinhama dans la région de Ménaka a une proportion de près de 75% de cas d'insécurité alimentaire modérée. Enfin, il est à noter que les communautés visitées à Douentza (Mopti) préservent à 80,4% leurs sécurités alimentaires contre 1,5% dans la commune de Tinhama (région de Ménaka)

6. Résilience à l'insécurité alimentaire

Le niveau de résilience des populations bénéficiaires et celles du groupe de comparaison du projet a été évalué à la fois selon une approche objective (RIMA) et subjective. Il s'agit non seulement de mesurer cette résilience mais aussi d'en identifier les principaux fondements. Il devient alors possible de s'y appuyer pour renforcer cette résilience parmi les ménages cibles.

i. RCI

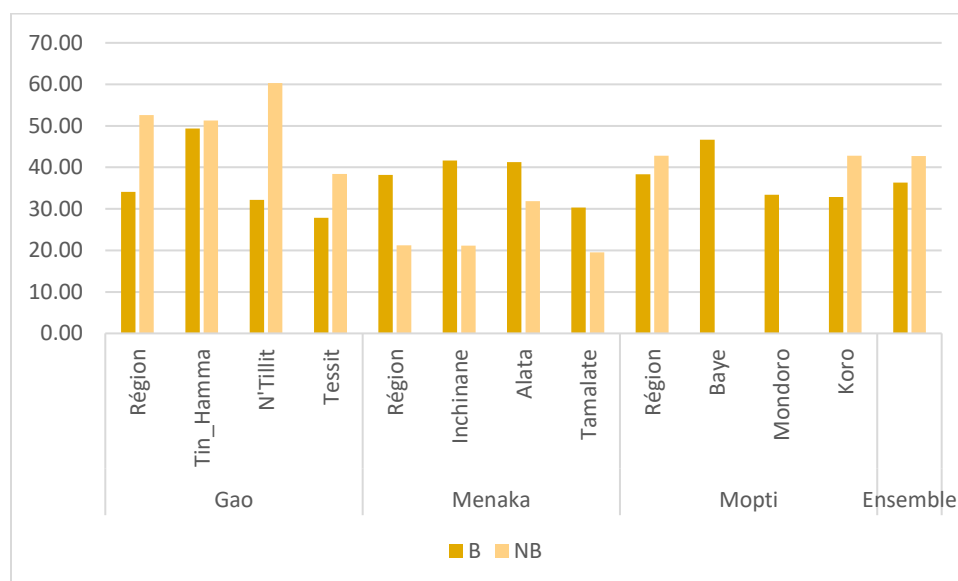
Ainsi que décrit dans la section consacrée à la méthodologie mise en œuvre pour les différentes analyses, l'Indice de Capacité de Résilience est une mesure multidimensionnelle univariée de l'aptitude des ménages à faire face à des chocs qui affectent leur sécurité alimentaire (UNFAO, 2016).

a. Aperçu global du niveau de résilience

Le niveau de résilience des ménages dans la zone d'intervention du GCP/RAF/516/EC au Mali est relativement faible et se situe en moyenne à 39,1 quel que soit le statut d'appartenance au projet des ménages interrogés. Le niveau de résilience au sein des deux (02) groupes est sensiblement différent : il est de 36,4 chez les ménages bénéficiaires contre 42,7 chez les ménages non bénéficiaires. Il y'a d'ailleurs une différence significative entre le niveau de résilience des deux groupes au niveau de confiance de 95%.

Au niveau régional, c'est à Gao que l'on observe le niveau moyen de résilience le plus faible parmi les ménages cibles du projet (34,1). La commune ayant le RCI moyen le plus faible (27,9) parmi les bénéficiaires, Tessit, est d'ailleurs une commune de la région de Gao. Toutefois, c'est également dans cette région que les plus fortes variations du RCI s'observent parmi les ménages. Gao est suivie par les régions de Menaka et de Mopti dont les RCI sont relativement comparables avec respectivement 38,2 et 38,3. Le RCI moyen le plus élevé s'observe à Tin Hama (Région de Gao) où celui-ci vaut 49,4 (Cf. Graphique 3 qui présente, pour chaque région, le niveau moyen de résilience des ménages bénéficiaires des communes dans l'ordre décroissant). Cette configuration régionale est très semblable à celle qui a été mise en évidence dans un rapport de la FAO de 2015 (UNFAO, 2015).

Graphique 3 : Niveau moyen de résilience (RCI) des ménages selon le statut de participation au projet

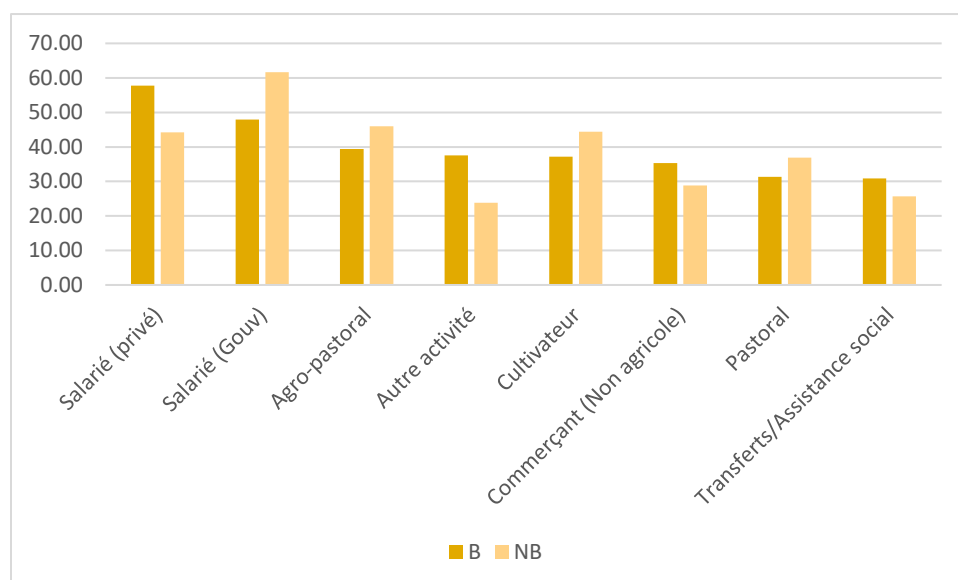


Source : FAO, 2019.

Les efforts en faveur de la résilience des ménages au Mali devront donc accorder une attention particulière aux communes de Tessit (Gao), Tamalate (Menaka) et Koro (Mopti).

Ainsi que le rapport déjà mentionné l'a montré (UNFAO, 2015), celui-ci n'est pas significativement différent selon que le Chef de Ménage soit une femme (37,4 parmi les ménages bénéficiaires) ou un homme (36,1). Les ménages dirigés par des femmes sont avantagés en ce qui concerne les scores d'accès aux services sociaux de base et filets de sécurité sociaux, tandis que ceux qui sont dirigés par des hommes ont des scores moyens plus élevés pour ce qui est des actifs et de la capacité d'adaptation.

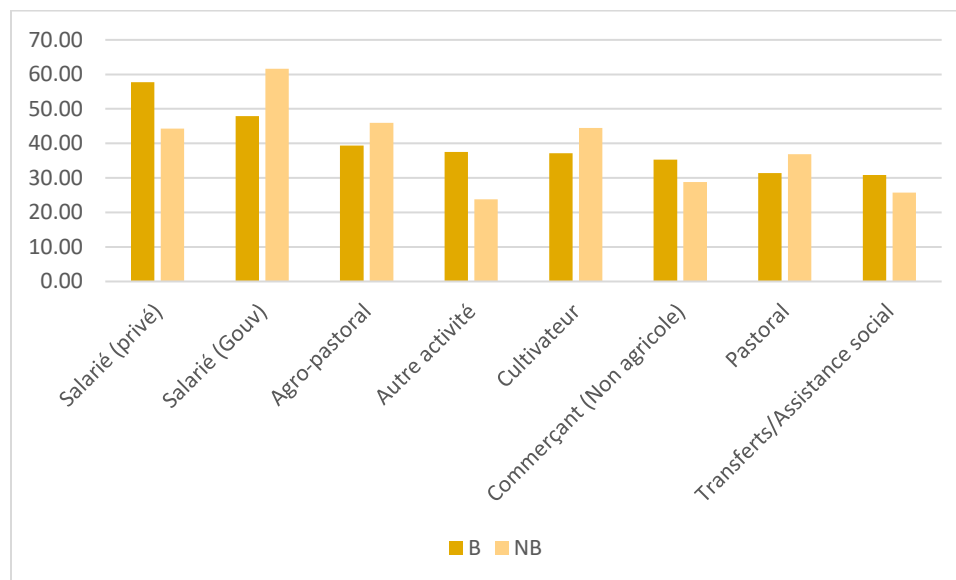
Graphique 4 : Niveau moyen de résilience (ICR) des ménages selon le sexe du CM



Source : FAO, 2019.

Parmi les ménages ciblés par le GCP/RAF/516/EC au Mali, les pasteurs et, dans une moindre mesure, les agropasteurs constituent les sous-groupes les moins résilients avec des ICR moyens de 31,4 et de 39,4. La capacité de résilience des pasteurs se situe juste au-dessus des ménages vivant de transferts et d'assistance sociale (30,8). Il y'a donc une très bonne adéquation entre l'orientation agropastorale des interventions prévues dans le cadre du projet et le profil de résilience des bénéficiaires. La configuration est relativement différente parmi les ménages du groupe de comparaison. Les pasteurs et agropasteurs s'y situent à cheval entre les ménages les moins résilients et les plus résilients en termes de principale activité.

Graphique 5 : Niveau de résilience (ICR) des ménages selon leur principales activités



Source : FAO, 2019.

Par rapport aux agriculteurs et aux ménages dont les moyens d'existence sont mixtes, la configuration liée à l'activité du ménage est comparable à ce qui a été observé au Sénégal dans la région de Matam (UNFAO, 2016) ou, plus récemment, en Mauritanie (UNFAO, 2018).

Les niveaux de résilience décrits dans l'aperçu global présenté jusque-là découlent, pour une bonne part, de dotations différenciées selon les différents piliers de la résilience identifiés par l'outil méthodologique RIMA.

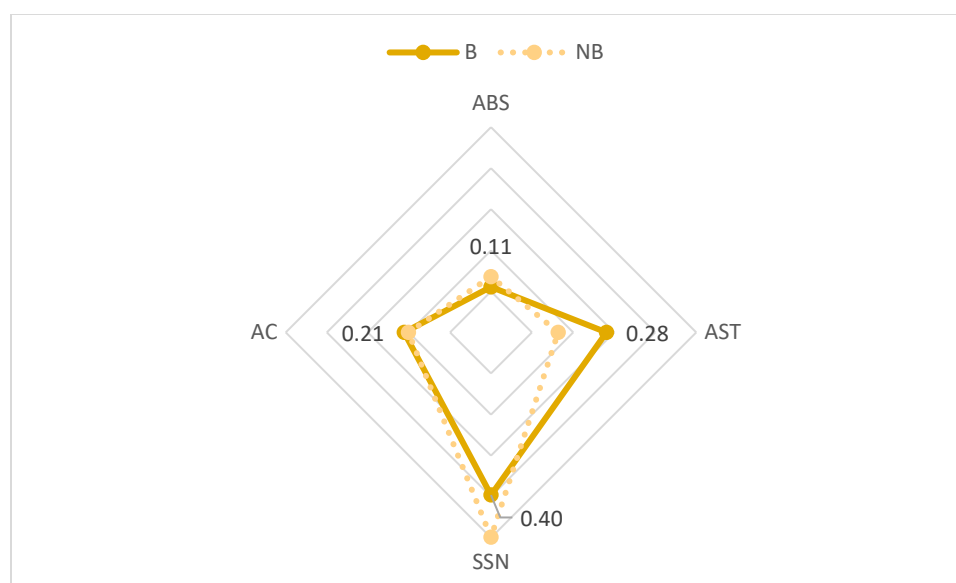
b. Contribution de différents piliers

Les scores relatifs (Cf. **Error! Reference source not found.**) des ménages bénéficiaires les plus élevés sont ceux (43,2) du pilier de l'Accès aux Services Sociaux de Base (ABS). De par le rééchelonnement dont il résulte, cela signifie également que les écarts entre le niveau moyen des ménages et les meilleures valeurs observées dans la population sont les moins prononcés pour ce pilier.

Lorsque l'on examine les piliers selon leur niveau de corrélation avec l'ICR, l'on constate justement que ce sont les piliers pour lesquels les inégalités sont les plus fortes que l'effet sur le niveau de résilience global est le plus important. Ainsi 39,6% de la corrélation totale entre les

quatre (04) piliers et l'ICR est expliquée par celle qui existe entre le pilier SSN et l'ICR ainsi que le montre de Graphique 6.

Graphique 6 : Corrélations normalisées entre les piliers et l'ICR dans les régions de Gao, Mopti et Ménaka



Source : FAO, 2019.

Les piliers de la possession d'actifs et de la capacité d'adaptation (respectivement 28,1% et 21,1% de la corrélation totale entre les piliers et l'ICR, qui inclue principalement des aspects liés au capital humain, à la diversification des cultures, ou le ratio de dépendance au sein des ménages) constituent les second et troisième piliers les plus corrélés avec le niveau de résilience.

Vient ensuite le pilier de l'accès aux services sociaux de base (11,1% de la corrélation globale des 4 piliers avec l'ICR) parmi les cibles du projet. L'ordre d'importance de la corrélation des piliers est la même au sein de la population du groupe de comparaison avec une importance accrue du pilier des filets de protection sociaux au détriment de celui des actifs.

Parmi les groupes bénéficiaires, les actions de renforcement de la résilience devront d'abord viser à améliorer leurs accès aux filets de protection sociaux avec une approche aussi genrée que possible étant donnée l'importance de ce pilier pour les ménages dirigés par des femmes. L'autre principal pilier d'intérêt est celui des actifs. Il s'agit principalement de favoriser l'accès aux actifs productifs et non productifs. Enfin, un autre pilier sur lequel agir est celui de la capacité d'adaptation des ménages. Cela implique, dans le cadre immédiat du projet, de fournir des formations permettant d'améliorer la productivité et la diversité des productions agropastorales mais également des formations permettant de réaliser des gammes diversifiées d'activités économiques. Plus largement, il s'agit de soutenir la scolarisation des jeunes et l'alphabétisation des adultes ainsi que la santé de la reproduction au sein des ménages afin d'adoucir la pyramide des âges de la population cible.

A l'image de la capacité de résilience, il est possible d'identifier les indicateurs sur lesquels l'effet sur chaque pilier est le plus important.

c. Contribution des variables clés aux piliers pertinents

La liaison linéaire entre les indicateurs et leurs différents piliers est présentée selon l'importance des piliers précédemment discutée.

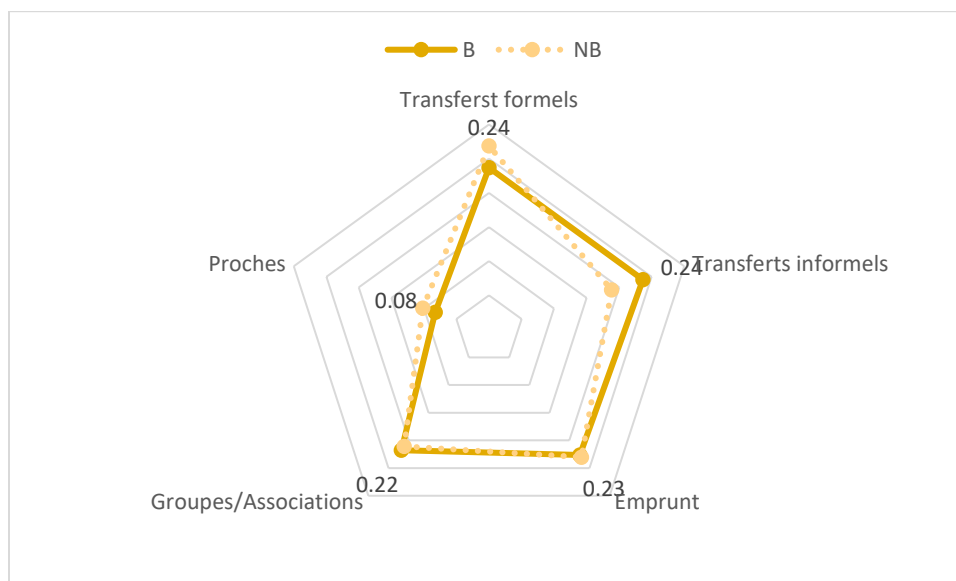
Filets de Protection Sociale (SSN)

Dans le cadre de la méthodologie du RIMA réduit, le pilier de la protection sociale est appréhendé par cinq (05) indicateurs relatifs : (i) aux montants des crédits et dettes empruntés par les membres des ménages ; (ii) le montant total des transferts formels reçus d'institutions formelles habilitées ; (iii) le montant des transferts informels ; (iv) le nombre de groupes ou associations auxquels appartiennent les membres des ménages ; (v) et le nombre de proches sur lesquels le ménage compte pour faire face à des difficultés.

L'indicateur le plus corrélé à l'indice SSN parmi la population cible du projet GCP/RAF/516/EC au Mali est le montant des transferts informels que reçoivent les ménages qui comptent pour 23,7% de la liaison totale des indicateurs de ce pilier. Le second indicateur, d'importance égale au premier, le plus lié à SSN est le montant des transferts formels que reçoivent les ménages (23,6%). L'accès au crédit et l'appartenance aux groupes et associations viennent ensuite respectivement pour 22,6% et 21,7%. Le nombre de proches sur lesquels le ménage compte ne semble pas très lié à SSN.

En termes opérationnels, pour l'amélioration du niveau de résilience des ménages, le projet gagnerait à soutenir les transferts en nature et en espèces formels en faveur desdits ménages, favoriser la création et la pérennisation des groupements socioprofessionnels et économiques ainsi que le renforcement de systèmes novateurs et/ou décentralisés de crédit.

Graphique 7 : Corrélation normalisée entre l'indice SSN et les indicateurs du filet de protection sociale

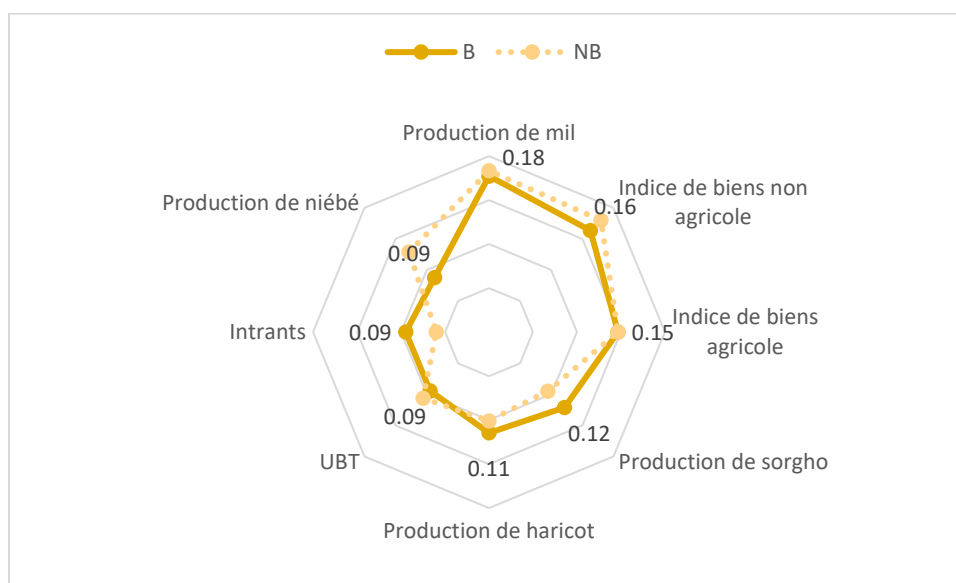


Source : FAO, 2019.

Actifs du ménage (AST)

Le pilier des actifs (AST) considère quatre (04) indicateurs composites relatifs aux biens agricoles et non agricoles possédés par les unités agro-économiques, l'utilisation d'intrants pour la production agropastorale ainsi que la possession d'animaux. AST prend également en compte la production réalisée lors de la dernière campagne agricole de quatre (04) spéculations courantes au Sahel et parmi les populations cibles, à savoir le mil, le sorgho, le niébé et le haricot.

Graphique 8 : Corrélation normalisée de l'indice AST avec les indicateurs de possession d'actifs



Source : FAO, 2019.

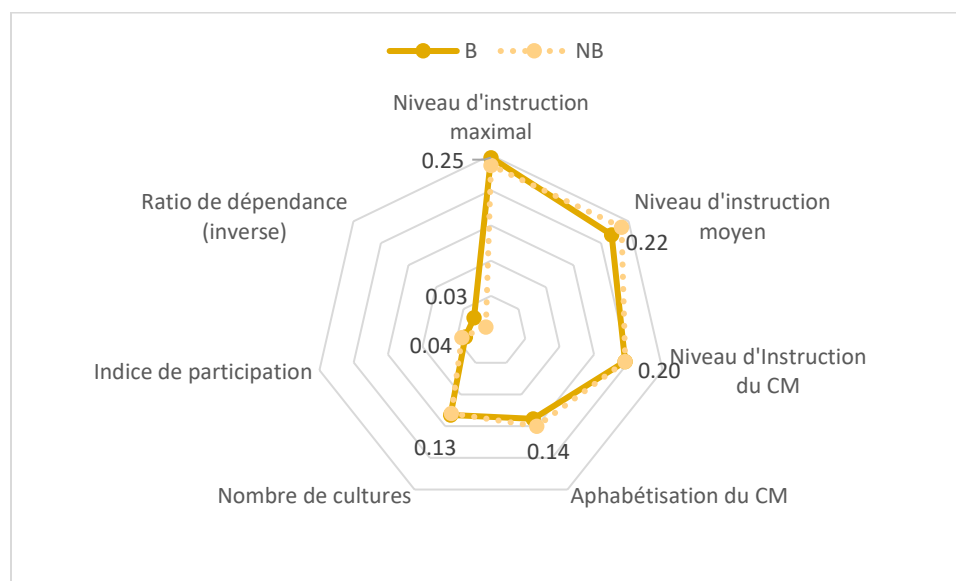
La production déclarée de mil est la variable la plus corrélée avec AST (17,7%) à la fois parmi les cibles du projet et au sein de la population de comparaison. Le mil constitue l'une des denrées de base au Mali comme ailleurs au Sahel, ce qui lui procure, par ailleurs, une importante valeur d'échange. Couplée à la relative maîtrise de son mode de stockage par les populations locales, cela pourrait expliquer la relative importance de cette céréale. La possession de biens non agricoles, incluant des téléphones portables, est le second indicateur le plus corrélé avec AST (16,3%). L'indice de biens agricoles et la production de sorgho viennent ensuite avec des importances respectives de 14,6% et 12,1%, suivis de la production de haricot lors de la dernière campagne (11,4%).

La dotation en matériels agricoles, spécifiquement utiles à la production de mil, ainsi qu'en cheptel et en intrants sont clairement des options efficaces pour l'amélioration du pilier AST, et donc de la résilience des ménages. En outre, l'importance de l'indice des biens non agricoles indique qu'une dotation des ménages cibles en téléphone mobile améliorerait leur possession d'actifs en même temps que leur capacité d'adaptation.

Capacité d'adaptation (AC)

La capacité d'adaptation des ménages telle que définie par la méthodologie RIMA réduite et mise en œuvre dans le cadre du projet repose sur : (i) l'alphabétisation du Chef de Ménage (CM); (ii) le niveau d'Instruction du CM; (iii) le niveau d'instruction maximal des membres du ménage; (iv) le niveau d'instruction moyen des mêmes membres; (v) l'indice de participation économique; (vi) le ratio de dépendance (inverse) au sein du ménage; (vii) ainsi que le nombre de cultures emblavées lors de la dernière campagne agropastorale.

Graphique 9 : Corrélation normalisée de l'indice AC avec les indicateurs de la capacité d'adaptation



Source : FAO, 2019.

Les variables liées à l’instruction et à l’alphabétisation des membres du ménage et de son chef détiennent une importance prépondérante dans la capacité d’adaptation des cibles du GCP/RAF/516/ECP au Mali. Elles expliquent, à quatre, 80% de l’ensemble de la liaison de la liaison de AC avec ses 7 indicateurs. En outre, l’instruction du CM (19,5%) n’est pas le plus important des facteurs à considérer mais le niveau d’instruction maximal (24,6%) puis le niveau d’instruction moyen des membres du ménage (21,9%).

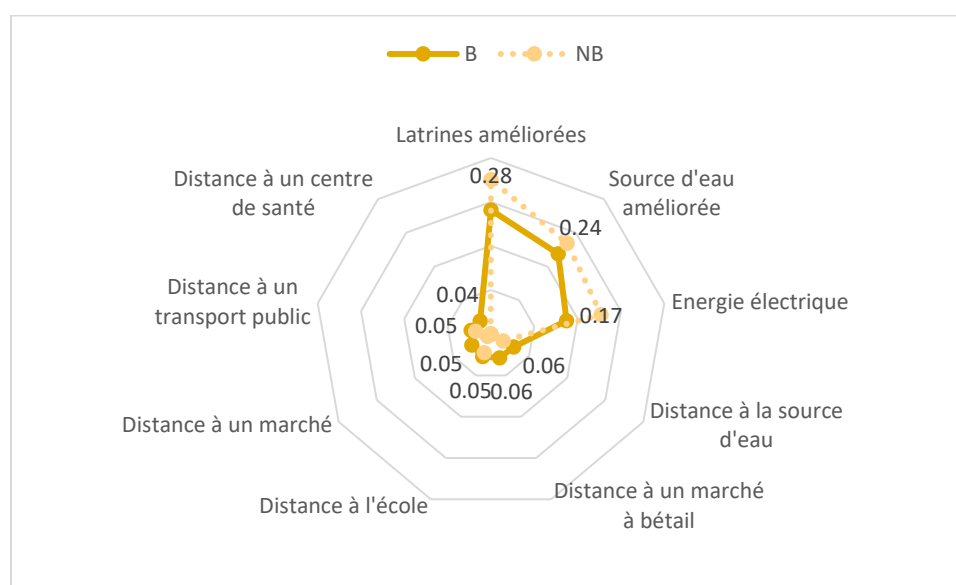
Vient ensuite, dans une moindre mesure, le nombre cultures emblavées lors de la dernière campagne agropastorale (13,2%). L’indice AC est relativement peu lié (linéairement) à l’inverse du ratio de dépendance ainsi qu’à l’indice de participation.

Concrètement pour le projet, cela signifie qu’il faudra soutenir la diversification des cultures des ménages (distribution de semences et formation) et inclure des modules d’alphabétisation dans le curricula des Champs Ecoles Agropastoraux (CEAP) : action directe. Indirectement, il s’agit d’appuyer la scolarisation des enfants/jeunes à travers des programmes de cantine scolaire et/ou de bourse scolaire.

Accès aux Services Sociaux de Base (ABS)

Le pilier relatif à l’accès aux services sociaux de base (ABS) traduit à la fois le niveau de confort (relatif) des ménages à travers l’utilisation d’une source d’eau améliorée (Watkins, 2006), de latrines améliorées (OMS et UNICEF, 2000) et l’usage de l’énergie électrique pour la cuisine ou l’éclairage (Agüero, Carter, & May, 2007) mais aussi les distances à parcourir pour atteindre l’école primaire, les marchés, les transports publics ou la source d’eau.

Graphique 10 : Corrélation normalisée entre l'indice ABS et les indicateurs d'accès aux services sociaux de base



Source : FAO, 2019.

L'indicateur le plus corrélé au niveau de résilience des ménages cibles du projet au Mali est l'accès à des latrines améliorées. Il contribue pour 28,1% à l'ensemble de la corrélation qu'entretiennent les neuf (09) indicateurs du pilier avec l'indice ABS. L'utilisation de toilette est en effet loin de constituer la règle dans ces zones. Dans les régions de Gao (ancien découpage incluant l'actuelle région de Ménaka) et de Mopti, les proportions de ménages utilisant des toilettes améliorées étaient respectivement de 24,7% et 35,5% en 2015 (INSTAT, 2016). C'est le fait d'une catégorie de ménage ayant un certain niveau de vie et d'instruction relativement plus élevé que la moyenne. Les autres indicateurs relativement corrélés avec ABS sont l'utilisation d'une source d'eau améliorée (23,7%) et l'utilisation de l'énergie électrique pour la cuisson ou l'éclairage (17,4%). Ces trois indicateurs du pilier ABS sont relativement plus corrélés entre eux que les autres.

Dans le sous-ensemble des variables de proximité, ce sont les distances (inverses) à la source d'eau, au marché à bétail et à l'école primaire qui déterminent le pilier ABS de la capacité de résilience des ménages. La structure est sensiblement différente pour les ménages du groupe de comparaison. Les indicateurs les plus corrélés à ABS sont la distance à l'école, la distance vers un transport public et celle à parcourir pour atteindre la source d'eau.

ii. Résilience subjective :

Le RIMA est un outil de mesure de la résilience objective, qui repose sur une forme de mesure objective et peut être décrit comme indépendant du jugement et des perceptions de la personne (ou du système) observée. L'outil d'étude de base comprend une autre méthode de mesure de la résilience : module facultatif d'évaluation subjective de la résilience⁹. La résilience subjective est basée sur le principe que les personnes ont une compréhension légitime des risques auxquels elles sont confrontées. En d'autres termes, l'approche est donc associée à des modes de mesure qui dépendent du jugement des personnes sur ce qui constitue la résilience et de l'auto-évaluation de leur propre capacité à gérer les risques.

Cette autre manière de cerner le niveau de résilience des ménages consiste à recueillir leurs perceptions sur leur niveau de résilience à un choc générique ou à tout autre choc spécifique au contexte.

❖ Résilience subjective par rapport à un choc générique

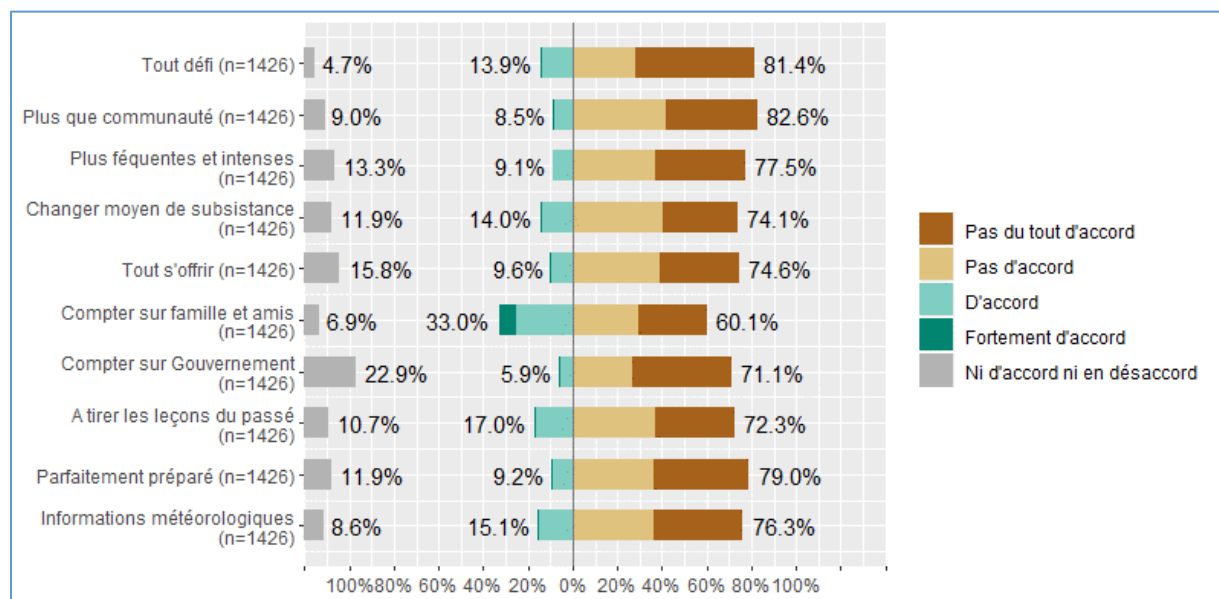
La résilience à l'insécurité alimentaire des ménages bénéficiaires du GCP/RAF/516/EC est mesurée grâce à un ensemble de 10 questions auxquelles les populations peuvent répondre par un ensemble de cinq (05) modalités/réponses.

Les ménages interrogés ont surtout la perception de pouvoir compter sur leurs familles et amis pour les aider à surmonter des chocs génériques (33,0%). En proportion ils sont déjà moitié moins nombreux (17,0%) à estimer pouvoir changer de moyen de subsistance pour surmonter une quelconque adversité. Cette proportion passe à 5,9% en parlant des ménages qui déclarent compter

⁹ (Maxwell et al. 2015; Jones et Tanner 2017; Jones et Samman 2016; Claire et al 2017; Marshall 2010; Seara et al 2016; Nguyen et James 2013; Béné et al 2016a; Sutton et Tobin 2012)

sur le Gouvernement pour faire face à un choc générique. Les perceptions quant aux capacités de résilience sont globalement négatives.

Graphique 11 : Résilience subjective des ménages quant à un choc générique qui pourrait les affecter



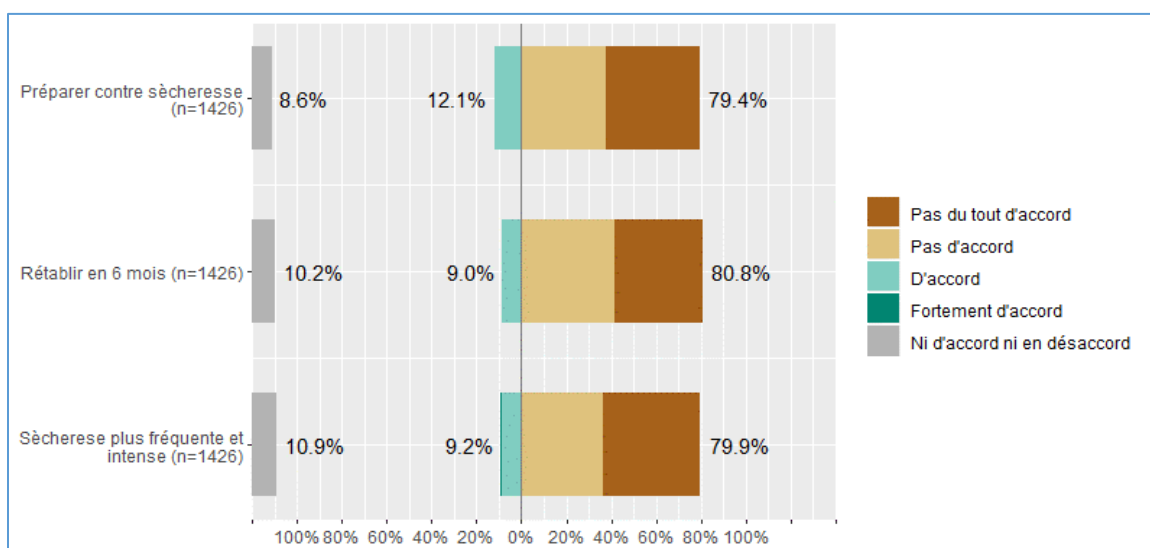
Source : FAO, 2019.

En conséquence, le score moyen rééchelonné pour cet ensemble de dix (10) questions pour les ménages interrogés est de 25,0. C'est une valeur inférieure à celle obtenue avec la mesure objective de résilience qui est de 40,8.

❖ Résilience subjective à la sécheresse

Les sécheresses constituent, dans le contexte sahélien, l'une des principales préoccupations des ménages qui vivent essentiellement de l'agriculture et de l'élevage. Cependant, le pourcentage de ménages qui estiment être suffisamment préparé contre une éventuelle sécheresse est de 12,1%.

Figure 1 : Résilience subjective des ménages quant à une éventuelle sécheresse qui pourrait les affecter



Source : FAO, 2019.

Moins d'un (01) ménage sur dix (10) estiment pouvoir se rétablir des conséquences d'une sécheresse en six (06) mois (9,0%) ou pouvoir y faire face si celles-ci devenaient plus fréquentes et intenses (9,2%). Pour ce choc particulier, le score de résilience subjective rééchelonné se situe à 22,2. L'environnement sécuritaire défavorable, qui a d'ailleurs perturbé les opérations de collecte des données, n'est pas étranger à ces perceptions des populations.

7. Différences entre les groupes de bénéficiaires et de contrôle

Avec un revenu moyen mensuel de 32.538 FCFA, la vente des produits agricoles constituait la principale source de revenu de 31,7% des ménages bénéficiaires contre un revenu moyen de 25.126 FCFA pour 18,7% des non bénéficiaires. Quant à l'élevage, elle procure un gain moyen de 32.341 FCFA à 25,2% des bénéficiaires contre un gain de 25.776 FCFA à 26,9% des ménages non bénéficiaire. Statistiquement, il n'existe pas de différence significative entre le revenu moyen de la principale source de revenu des bénéficiaires et celui des non bénéficiaires ; $t=1,666$ (1264,41), $p>0,05$.

En ce qui concerne l'accès à la terre, chez les bénéficiaires la superficie moyenne possédée par les ménages est de 2,2 ha contre 2,7 ha chez les non bénéficiaires ; avec $t=-2,892$ (1424), $p<0,05$ on peut conclure que la superficie moyenne entre les 2 groupes diffère significativement.

Quel que soit leur statut, les ménages ont cultivé en moyenne 01 spéculation la saison dernière, cependant certains ménages (bénéficiaires et non bénéficiaires) ont cultivé 5 cultures différentes. Majoritairement, 49,4% des bénéficiaires ont cultivé du mil, 14,8% ont cultivé du sorgho et 13,1% pour le haricot ; chez les non bénéficiaires, 61,9 des ménages ont cultivé du mil, 13,6% pour le sorgho et 22,4% pour le haricot.

Selon le statut du ménage, la majorité des bénéficiaires (52,6%) possèdent des caprins contre 45,7 pour les non bénéficiaires. En plus, 39,4% des bénéficiaires contre 43,9% des non bénéficiaires

possèdent des ovins. Quant aux bovins, 33,3% des bénéficiaires contre 41,8% des non bénéficiaires en possèdent.

24,7% des ménages bénéficiaires ont accès aux engrais, 5,2% ont accès aux herbicides, 28,9% vaccinent leurs bétails et 26,4% ont accès aux aliments bétails. Par contre parmi les ménages non bénéficiaires, 41,3% ont accès aux engrais, 10,3% ont accès aux herbicides, 33,5% font la vaccination du bétail et 24,2% ont accès aux aliments bétails.

En cas de besoins, les ménages non bénéficiaires peuvent compter en moyenne sur une association contrairement aux bénéficiaires (moyenne 0). Cependant, quel que soit le statut de bénéficiaire, les ménages peuvent compter sur 01 parent / ami / membres de la famille.

En ce qui concerne l'accès aux crédits, le montant moyen emprunté par un ménage bénéficiaire était de 47.481 FCFA contre 87.328 FCFA chez les non bénéficiaires ; avec $t = -4,396$ (989,067), $p < 0,05$. Les virements informels (espèces, envois de fonds, dons de nourriture ou de céréales, dons de semences, utilisation gratuite d'animaux, etc.) reçus par les ménages valaient 13.184 FCFA chez les bénéficiaires contre 7.819 FCFA chez les non bénéficiaires ; avec $t = 2,589$ (1040,466), $p < 0,05$. Les statistiques ci-dessus indiquent que le montant moyen des emprunts et la valeur moyenne des virements informels, diffèrent significativement entre les bénéficiaires et les non bénéficiaires.

Selon le statut du ménage, 19,6% des bénéficiaires pensent que le principal choc qu'ils ont subi au cours des 12 derniers mois demeure la montée anormale des prix des intrants ; par contre 15,2% d'entre eux pensent que c'est la sécheresse, 12,2% pensent que c'est la mort du bétail et 7,5% pensent que ce sont les conflits/violences. Les stratégies adoptées par ceux-ci ont consisté à : dépenser leurs économies (53,5%), manger moins de nourriture (13,4%), la collecte/vente des produits en brousse pour acheter de la nourriture (12%), la vente de bois de chauffage/Vente de Charbon (4,7%).

Parmi les non bénéficiaires, 37,8% pensent que c'est la sécheresse, 15,7% pensent que c'est les conflits/violences, 12,7% pour la mort du bétail et 7,7% pour la montée anormale des prix des intrants. Majoritairement, ces ménages étaient obligés de : dépenser leurs économies (50,5%), manger moins de nourriture (35,2%), collecter/vendre des produits en brousse pour acheter de la nourriture (29,4%) ou vendre des bois de chauffage/Charbon (20,7%).

Les tests statistiques indiquent qu'à Mopti ($\chi^2 = 240,060$, ddl = 15, N=598, $p < 0,05$) et à Ménaka ($\chi^2 = 32,730$, ddl = 9, N=250, $p < 0,05$), il existe une relation de dépendance entre le statut d'appartenance au projet et type de chocs subi par les ménages au cours des 12 derniers mois ; tel n'est pas le cas à Gao ($\chi^2 = 15,795$, ddl = 11, N=578), $p > 0,05$).

L'analyse du score de consommation alimentaire indique que 28,7% ménages bénéficiaires contre 32,7% des non bénéficiaires ont un score pauvre ; respectivement 38,3% et 36,1% ont un score acceptable. Dans les 3 régions de l'étude, il existe une relation de dépendance entre le statut d'appartenance au projet et le score de consommation alimentaire des ménages ; à Mopti $\chi^2 = 16,120$ (ddl= 2, N=598), $p < 0,05$; à Gao $\chi^2 = 68,192$ (ddl= 2, N=578), $p < 0,05$ et à Ménaka $\chi^2 = 114,261$ (ddl= 2, N=250), $p < 0,05$

Au cours des 7 jours précédant la collecte des données, 74,1% des bénéficiaires et 74,8% des non bénéficiaires ont été confronté à une telle situation.

Tableau 21 : Récapitulatifs du niveau des indicateurs selon le statut d'appartenance au projet

Indicateurs	Bénéficiaires	Non bénéficiaires
Revenu mensuel moyen agriculture	32 538 CFA	25 126 CFA
Revenu mensuel moyen élevage	32 341 CFA	25 776 CFA
Superficie moyenne possédée	2,2 ha	2,7 ha
Nombre moyen de spéculature cultivé	1	1
% de ménage ayant accès aux informations sur les facteurs clés d'élevage	75,3%	85,6%
% de ménage ayant accès aux informations sur la météo et le climat	83,7%	85,9%
% de ménage ayant accès aux informations sur les conditions agro-pastorales	100%	100%
Nombre moyen d'UBT possédé	4,64	3,72
% de ménage possédant des bovins	33,30%	41,80%
% de ménage possédant des ovins	39,40%	43,90%
% de ménage possédant des caprins	52,60%	45,70%
% de ménage possédant des asins	30,5%	41,8%
% de ménage possédant des volailles	12,8%	11,7%
% de ménage possédant des camélins	12,3%	5,8%
% ayant accès aux engrais	24,70%	41,30%
% ayant accès pesticides/herbicides	5,20%	10,30%
% ayant vacciné les animaux	28,90%	33,50%
% ayant accès aux aliments bétails	26,40%	24,20%
Montant moyen des emprunts	47 481 CFA	87 328 CFA
Valeur moyenne des virements formels	18 079 CFA	24 489 CFA
Valeur moyenne des virements informels	13 184 CFA	7 819 CFA
% de ménage ayant subi un choc au cours des 12 derniers mois	71,8%	86,1%
% de ménage SCA pauvre	28,7%	32,7%
% de ménage SCA limite	33,0%	31,3%
% de ménage SCA acceptable	38,3%	36,1%
% de ménage SDAM faible	59,70%	58,20%
% de ménage SDAM moyen	30,20%	30,30%
% de ménage SDAM élevé	10,20%	11,60%
% de ménage en Sécurité alimentaire	15,30%	7,90%
% de ménage en Légère insécurité alimentaire	9,40%	5,30%
% de ménage en Insécurité alimentaire modérée	20,20%	23,20%
% de ménage en Sévère insécurité alimentaire	55,10%	63,60%

% de ménages témoins de Conflit armé ou combat entre des groupes	63,1%	70,1%
% de ménages témoins de Banditisme et / ou activité criminelle	43,7%	52,4%
% de ménages témoins de Conflit de voisinage ou conflit local	30,2%	48,3%
% de ménages impliqué dans un Conflit armé ou combat entre des groupes	63,1%	31,8%
% de ménages impliqué dans le Banditisme et / ou activité criminelle	41,5%	60,7%
% de ménages impliqué dans le Conflit de voisinage ou conflit local	36,2%	61,7%
Indice de Capacité de Résilience (RCI)	36,4	42,7
Contribution du pilier Accès aux Services Sociaux de Base (ABS) à résilience	43,2	42,6
Contribution du pilier Biens productifs et non productif du ménage (AST) à résilience	24,72	27,98
Contribution du pilier Filets de Protection Sociaux (SSN) à résilience	12,29	15,5
Contribution du pilier Capacité d'Adaptation (AC) à résilience	11,75	13,98

5. Conclusion

Au terme de cette étude nous retenons que les ménages sont dirigés majoritairement par des hommes et ils ne savent ni lire ni écrire. La vente des produits agricoles ainsi que celle des produits d'élevage constituaient les principales sources de revenu des ménages au cours de 12 derniers, à celles-ci s'ajoutent le petit commerce, la vente de paille et le travail journalier non agricole.

Pour soutenir les activités agropastorales très peu de ménage ont reçu la formation et les ressources nécessaires.

L'accès aux services de base (source d'eau potable, écoles primaire, marché local des bétails, marché local de produits alimentaires et transport public) constituent un défi pour la majorité des ménages dans la mesure où il faut plus d'une heure de temps atteindre la majorité de ces lieux.

En ce qui concerne l'accès aux informations à-propos des facteurs clefs d'élevage, la radio constitue la principale source pour les ménages de Mopti tandis qu'à Gao et Ménaka les ménages sont informés aux structures communautaires.

Quant aux conditions agro-pastorales, 91,1% des ménages de Mopti reçoivent systématiquement les informations sur la pluviométrie contre 60,6% à Gao et 68,6 à Ménaka. Les informations sur la disponibilité des pâtures sont reçues par 44,8% des ménages de Mopti, 87,2% de Gao et 74,3% de Ménaka. Concernant la disponibilité de l'eau, 47,4% des ménages de Mopti, 85,4% de ceux de Gao et 71,4% de ceux de Ménaka affirment être informer.

Majoritairement, selon les ménages de Mopti et de Gao le choc le plus grave qu'ils ont subi au cours des 12 derniers mois est la sécheresse tandis qu'à Ménaka les ménages pensent essentiellement que ce sont les conflits/violences. Pour faire face à ces chocs, la majorité des ménages étaient obligé de dépenser leurs économies.

Sur le plan des conflits, au cours des 12 derniers mois les ménages de Mopti ont été impliqués principalement dans le banditisme/activité criminelle ; ceux de Gao étaient impliqués dans le conflit de voisinage ou conflits local tandis que ceux de Ménaka ont été impliqués dans les conflits armés. Les personnes en litiges dans ces conflits sont des djihadistes, des gens au sein de la communauté et des gens d'une autre communauté ou d'autre pays.

Globalement, le tiers des ménages ont un score de consommation alimentaire pauvre ; au cours des 7 jours précédant la collecte des données, près de 3/4 des ménages ont été confrontés à une situation dans laquelle ils n'avaient pas assez de nourriture pour se nourrir.

Messages clés :

- L'agriculture et/ou l'élevage constituent les principaux moyens d'existence des ménages dans les zones du projet, cependant elles sont tributaires des facteurs climatiques et sécuritaire qui entraîne une baisse des productions.
- Les sècheresses constituent, l'une des principales préoccupations des ménages qui vivent essentiellement de l'agriculture et de l'élevage. Moins d'un (01) ménage sur dix (10) estiment pouvoir se rétablir des conséquences d'une sècheresse en six (06) mois (9,0%) ou pouvoir y faire face si celles-ci devenaient plus fréquentes et intenses (9,2%).

- L'insécurité alimentaire grave touche 100% des ménages enquêtés dans les communes de Anderanboukane, Alata, Inchinane, N'Tillit et Tamalate.
- Parmi les ménages ciblés par le GCP/RAF/516/EC au Mali, les pasteurs et, dans une moindre mesure, les agropasteurs constituent les sous-groupes les moins résilients avec des ICR moyens de 33,0 et de 40,9.

Les recommandations qui découlent de ces résultats sont les suivants :

- Soutenir les activités agro-pastorales à travers des formations et la mise à disposition des ressources financières en vue de renforcer les moyens de subsistance des ménages
- Renforcer les systèmes d'informations sur la pluviométrie, la disponibilité du pâturage et de l'eau pour une meilleure planification des campagnes agro-pastorales.
- Mettre l'accent sur les langues locales (Peulh, Sonrhaï, Dogon, Bambara) pour passer les informations ou former les bénéficiaires.
- Compte tenu des réalités socio-culturelle, les activités du projet en termes de formation de soutien pour les jeunes et les femmes devront impérativement prendre en compte le consentement de ces chefs de ménages (hommes) pour une meilleure mise en œuvre des activités.
- Créer des activités génératrices de revenu (petit commerce, embouche, maraichage) en vue de renforcer la résilience des ménages face aux chocs.
- Entreprendre des actions d'informations, de formation et de sensibilisation sur la paix et la cohésion sociale à travers les canaux appropriés (médias, communicateurs locaux, etc.) afin d'améliorer le cadre de collaboration entre les différentes personnes en litige.
- Accroître les activités de sensibilisation et d'éducation nutritionnelle dans la perspective d'améliorer la consommation alimentaire des ménages.

ANNEXE1 : SITUATION DE REFERENCE DE LA MATRICE DU CADRE LOGIQUE DU PROJET :

Chaine des résultats	Indicateurs	Valeurs de référence	Valeurs cibles	Moyens de vérification
Impact : La résilience des populations pastorales et agropastorales transfrontalières	<i>Indice de Capacité de Résilience(ICR) des ménages ciblés</i>	38,0 (Baseline, 2019)	75% des ménages ciblés démontrent une amélioration	<ul style="list-style-type: none"> - Baseline - Endline

dans les zones prioritaires du Sahel (définies par le G5 Sahel) est renforcée pour prévenir et atténuer l'impact des risques agro-climatiques et sécuritaires sur la sécurité alimentaire à travers des actions innovantes et structurantes			dans le statut résilience Augmentation significative de l'ICR des ménages ciblés	- Analyse RIMA
Résultat : La sécurité alimentaire des pasteurs et des agropasteurs dans les zones d'intervention est renforcée à travers l'amélioration des systèmes d'information et d'alerte précoce, le renforcement des services d'appui et la promotion des bonnes pratiques de production et de cohésion sociale	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Score de consommation alimentaire des ménages</i> - <i>Score de Diversité alimentaire des Ménages</i> - <i>Echelle de l'Accès déterminant l'Insécurité alimentaire des Ménages (EAIAM/HFIAS)</i> 	<p>SCA Moyen : Mopti (39,8), Gao (36,20) et Ménaka (43,12)</p> <p>SCA Pauvre : (30,4%)</p> <p>Limite (32,4%)</p> <p>Acceptable (37,2%)</p> <p>HDDS Gao 73,4% (pauvre), 11,6% (moyen) et 15% (élevé)</p> <p>HDDS Ménaka 90,9% (pauvre), 8,6% (moyen) et 0,5% (élevé)</p> <p>HDDS Mopti 23,7% (pauvre), 67,8% (moyen) et 8,5% (élevé)</p> <p>SA (7,9%)</p> <p>IAL (5,3%)</p>	75% des ménages ciblés ont une amélioration dans leur statut sécurité alimentaire (SCA, SDA, EAIAM...) à la fin du projet	<ul style="list-style-type: none"> - Baseline - Post-distribution - Post récolte - Endline Analyses Cadre harmonisé

		IAM (23,2%)		
		IAG 63,6		
Chaine des résultats	Indicateurs	Valeurs de référence	Valeurs cibles	Moyens de vérification
Produit 1 Les décideurs et agropasteurs utilisent les informations générées par les systèmes de suivi, d'analyse et de diffusion des données pastorales dans les prises de décision pour anticiper et mitiger les crises pastorales et agropastorales.	% des acteurs qui utilisent les informations générées pour la prise des décisions	Mopti (69%) Gao (86%) Ménaka (82,9%) Baseline 2019	80% des utilisateurs expriment un taux de satisfaction amélioré par rapport au système d'information <i>80% des utilisateurs expriment une satisfaction par rapport au système d'information</i>	Sondage multi acteur
Produit 2 Les services techniques de l'Etat, les ONG et les organisations de la société civile ont amélioré leurs capacités à mettre en œuvre et à l'échelle les bonnes pratiques acquises	% des acteurs qui mettent en œuvre les bonnes pratiques agropastorales	Mopti (13,0%) Gao (10,2%) Ménaka (74,3%)	80% des bénéficiaires ciblés mettent en œuvre les bonnes pratiques agropastorales promus par le projet (taux d'adoption a désagrége par type d'acteurs et par type de pratique)	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de suivi - Observation directe des agents du terrain - Questionnaire pré/post formation
Chaine des résultats	Indicateurs	Valeurs de référence	Valeurs cibles	Moyens de vérification

Produit 3 Les moyens d'existence des ménages agropastoraux sont améliorés, diversifiés, et adaptés au changement climatique et l'accès aux intrants et aux ressources naturelles est inclusif et équitable	% de ménages ayant augmenté leurs revenus du fait de l'intervention du projet Niveau de revenu des ménages	A déterminer avec la Baseline pendant la phase d'inception Revenu agriculture (FCFA): Mopti (27 214); Gao (45 410) et Ménaka (O FCFA) Revenu Elevage (FCFA): Mopti (72 924); Gao(18041) et Ménaka (30 032 FCFA)	75% des ménages ciblées avec des activités génératrices de revenus ont augmenté leurs revenus de 20% grâce aux activités menées par le projet (cultures fourragères, transformation agro pastorales)	<ul style="list-style-type: none"> - Baseline - Evaluation à mi-parcours - Endline
	% de jeunes et de femmes qui ont une activité autonome apportant un revenu	Jeune homme de 15-24 ans : Gao (19,8%), Ménaka (26,5%), Mopti (26,3%) Jeune femme de 15-24 ans: Gao (14,6%), Ménaka (12,9%), Mopti (3,1%) Femme Gao(13,2%),Ménaka (6,1%),Mopti (5,4%)	70 % des jeunes et des femmes appuyées par le projet ont ou participent à une activité autonome leur apportant un revenu (production, transformation, commercialisation des produits agropastoraux.)	<ul style="list-style-type: none"> - Baseline - Evaluation à mi-parcours - Endline
	% d'accroissement de la disponibilité fourragère Disponibilité fourragère	A déterminer avec la Baseline pendant la phase d'inception A déterminer avec les données secondaires des services techniques de l'élevage	Augmentation de 20% (en moyenne) de la disponibilité fourragère locale grâce aux activités du projet (banques semences, réhabilitation des terres, gestion des	<ul style="list-style-type: none"> - Baseline/Rapport des services techniques - Post récolte - Endline - Feed balance sheet

			ressources naturelles)	
--	--	--	---------------------------	--

References

- Agüero, J., Carter, M. R., & May, j. (2007). Poverty and Inequality in the first decade of South Africa's democracy: what can be learnt from panel data from KwZulu-Natal? *Journal of African Economies*, 782-812.
- INSTAT. (2016). *Enquête par grappes à indicateurs multiples au Mali (MICS-Mali), 2015 : Rapport final*. Bamako: INSTAT.
- OMS et UNICEF. (2000). *Global water supply and sanitation assessment 2000 report*. Genève: WHO.
- UNFAO. (2015). *Resilience Analysis in Mali 2009/2010*. Rome: UNFAO.
- UNFAO. (2016). *Analyse de la résilience au Sénégal : Région de Matam*. Rome: UNFAO.
- UNFAO. (2016). *Resilience Index Measurement and Analysis II*. Rome: UNFAO.
- UNFAO. (2018). *Analyse de la résilience en Mauritanie*. Rome: UNFAO.
- Watkins, K. (2006). *Human Development Report 2006-Beyond scarcity: Power, poverty and the global water crisis*. New York: UNDP.

ANNEXES

Table 1 : Comparaison des niveaux de résilience des ménages selon le statut vis-à-vis du projet

Type de ménages	RCI Moyen
Bénéficiaires	38,0***
Non bénéficiaires	44,4

*P-valeur < 0.10 ; ** P-valeur < 0.05 ; *** P-valeur < 0.01

+Variance hétérogène au seuil de 10% ; ++ Variance hétérogène au seuil de 5% ; Variance hétérogène au seuil de 1%

Table 2 : Comparaison des niveaux de résilience des ménages selon le genre du CM

Genre du CM	RCI Moyen
Masculin	40,6***
Féminin	42,3

*P-valeur < 0.10 ; ** P-valeur < 0.05 ; *** P-valeur < 0.01

+Variance hétérogène au seuil de 10% ; ++ Variance hétérogène au seuil de 5% ; Variance hétérogène au seuil de 1%